

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Témoignages

N° 523 du 02.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

1-1 (à) propos d'une petite fille qui nous écrit de Jérusalem occupée

1-2 Noam Chomsky : Conflit Israélo-palestinien.

1-3 Dr. Youssef Ibrahim : Une hausse sans précédent du cancer dans la bande de Gaza.

1-4 Fares Chahine : 8000 prisonniers palestiniens en grève de la faim.

1-5 La barrière souterraine en acier teste les nerfs des habitants de Gaza.

1-6 L'occupant israélien prive d'eau les villages palestiniens de la vallée du Jourdain.

1-7 Silvia Cattori : Laissera-t-on Israël transformer Gaza en un immense cimetière ?

1-8 Nurit Peled Elhanan : Je prendrai le deuil pour la Nakba.

1-9 Israël : Un boycott total contre une occupation totale.

1-10 Appel à la Raison : l'instauration d'une paix au Moyen Orient selon le principe « 2 Peuples, 2 Etats ».

1-11 Jeremy Salt : [Israël et son monopole sur la souffrance psychologique.](#)

2 Dossier

2-1 Vers un mouvement juif européen pour la paix.

2-2 Robert Bibeau : «Remake » États-Unis-Israël-Iran.

2-3 Netanyahu-Obama : une tempête dans un verre d'eau.

2-4 René Backmann : Un nouveau plan de paix à l'automne.

2-5 Julien Salingue : Vers une « Troisième Intifada » ?

Analyse

Palestine, la lutte de libération nationale.

1 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 (à) propos d'une petite fille qui nous écrit de Jérusalem occupée

A la liberté de provocation, répond la liberté d'objection...

Je veux dire au monde une histoire A propos d'une maison avec une lanterne brisée Et d'une poupée qui a brûlé D'un pique-nique qui n'a pas été gai D'une hache qui a tué une tulipe Une histoire à propos d'un incendie qui a consumé une tresse Une histoire à propos d'une déchirure qui ne pouvait être recousue Je veux dire une histoire à propos d'une chèvre qui n'avait pas de lait à propos de la pâte d'une mère qui n'était pas cuite A propos d'un mariage qui n'a pas été célébré Et d'une toute petite fille qui n'a pu grandir A propos du football où on ne tirait pas dans le ballon A propos d'une colombe qui ne volait pas Je veux dire une histoire à propos d'une clé qui n'est pas utilisée A propos d'une classe qui n'est pas suivie A propos d'une cours de récréation qui est silencieuse Et à propos de ces fruits qui n'ont pas été cueillis A propos d'un mensonge qui n'a pas été découvert Une histoire à propos d'une église où on ne prie plus Et d'une mosquée qui n'est plus dressée Et d'une culture qui ne réjouit plus Je veux dire une histoire à propos d'un toit couvert de terre et d'herbe A propos d'une pierre qui a affronté un char Et à propos d'un drapeau rebelle qui refuse de se coucher A propos d'un esprit qui ne peut être vaincu Je veux dire au monde une histoire Maintenant, allume une bougie pour la Palestine Tu peux le faire

Allume une bougie, une petite bougie

Regarde, la nuit s'en va Il suffit d'essayer Un rayon de lumière

Repousse les nuits de jais

Les plus noires

Alors que le jour se lève Il suffit de bien regarder Vois-tu que

Toute la puissance des ténèbres

Dans le monde

Ne peut anéantir

La lueur la plus timide

D'un rayon de lumière Allume une bougie

Une petite bougie

Regarde, la nuit s'en va Tu peux le faire Dis... le monde Tu m'as entendu ?

Adressé depuis Jérusalem occupée, par Nahida (qui a 12 ans)

transmis par Nadia Ben Amara (France)

1-2 Noam Chomsky : Conflit Israélo-palestinien.

Noam Chomsky sur le conflit Israélo-palestinien. (Democracy Now!)

Interview par AMY GOODMAN

AMY GOODMAN : (...) que pensez-vous de l'administration Obama et du conflit Israélo-palestinien ?

NOAM CHOMSKY : Le conflit israélo-palestinien est un cas facile. Il y a un consensus international quasi-total depuis 35 ans maintenant sur ce qu'il convient de faire pour résoudre le problème – du moins à court terme - à savoir : deux états avec des frontières reconnues par toutes les parties, avec, selon les termes employés, « des modifications mineures et acceptées par les deux parties ». C'était d'ailleurs la politique officielle des Etats-Unis jusqu'à ce qu'ils décident un jour de s'évader du monde réel, au début des années 70. Et c'est un point de vue très largement partagé. En 1976, il y a même eu une résolution du Conseil de Sécurité appelant à une solution à deux états. Les Etats-Unis ont opposé leur veto. Et ça n'a pas cessé depuis. Je ne vais pas passer toute l'histoire en revue, mais si on en arrive directement au présent, le consensus est désormais quasi-total. Autour de ce consensus, on trouve tous les états arabes, et ce depuis longtemps. On trouve l'Iran, l'Organisation des Etats Islamiques. On trouve le Hamas. En fait, on trouve tout le monde sauf les Etats-Unis et Israël.

Que dit l'administration Obama ? C'est intéressant. Obama a cette grande vision, mais si vous regardez les choses de plus près, en oubliant la vision et en examinant les faits, les choses changent. D'un côté, il demande poliment aux Israéliens de ne plus étendre leurs colonies, ce qui n'a pas de sens, parce que le problème, c'est l'existence même des colonies, pas leur extension. De plus, ces mots n'ont aucun sens. Il ne fait que répéter les propos de Bush. En fait, il cite ce que l'on appelle la Feuille de Route, le soi-disant accord officiel pour aller de l'avant. Il ne fait que le citer. Ça n'a aucun sens, mais ça fait malgré tout partie de sa grande vision.

D'un autre côté, et qui est plus intéressant, peu de temps après sa prise de fonction, il a donné son premier et jusqu'à présent son unique discours sur le conflit israélo-palestinien. C'était au moment où il présentait George Mitchell comme son négociateur, ce qui est un bon choix, si on lui donne les moyens de réussir. C'est à ce moment-là qu'Obama a expliqué ce qu'il avait l'intention de faire. C'était au moment de la main tendue vers le monde musulman. Il a dit, en parlant de la proposition de paix arabe, eh bien voilà ce que j'appelle une proposition constructive – c'était sa façon à lui de flatter les auteurs de la proposition. Puis il a enchaîné, en déclarant, « Il est temps que les Arabes se conforment à leur proposition de paix et commencent à normaliser leurs relations avec Israël. » Obama est un homme instruit, intelligent. Je suppose qu'il choisit ses mots avec soin. Il savait parfaitement que ce n'était pas la proposition de paix arabe. La proposition de paix arabe reprenait les termes du consensus international et disait, dans l'éventualité de deux-états, que les états Arabes iraient même au-delà d'une normalisation des relations avec Israël. Obama en a extrait le corollaire, mais a omis la substance, ce qui est une façon comme une autre de déclarer que les Etats-Unis allaient se cantonner dans leur position de refus. Il n'aurait pas pu être plus clair.

Avec cet appel à cesser l'expansion des colonies, il a été un peu plus loin – pas lui, personnellement, mais ses porte-paroles lors des Conférences de presse. On leur a demandé si l'administration allait faire quelque chose si Israël refusait. Ils ont répondu « non, c'est purement symbolique ». En fait, ils ont explicitement dit que l'administration ne ferait pas ce que George Bush père, lui, avait fait. George Bush père avait quelques petites punitions qu'il distribuait lorsqu'Israël s'entêtait à désobéir aux Etats-Unis. Clinton les a adoucies et Obama les a supprimées. Il a dit, « non, c'est juste symbolique. » Ce qui revient à dire à Benjamin Netanyahu « allez-y, faites ce que vous voulez. Nous dirons que nous sommes mécontents mais nous le ferons avec un clin d'œil complice, alors allez-y. En attendant, nous participerons, en vous envoyant des armes. Nous vous accorderons un soutien diplomatique et une participation active. » C'est cela, sa vision. Difficile d'être plus clair.

Que pouvons-nous faire ? Nous pouvons essayer de faire en sorte que les Etats-Unis rejoignent le monde réel. Dans ce cas précis, ce serait rejoindre le reste du monde. Rejoignez le monde réel et acceptez le consensus international et cessez de participer activement à son viol, c'est-à-dire aux actions de l'état d'Israël. J'aurais pu dire aux actions de l'état d'Israël et des Etats-Unis. Ce qu'Israël et les Etats-Unis sont en train de faire à Gaza et en Cisjordanie, c'est de détruire l'espoir d'une réalisation de ce consensus international.

Et je crois qu'il n'y pas beaucoup d'alternatives. En fait, de nombreux militants palestiniens eux-mêmes vont jusqu'à dire qu'il faut abandonner la solution de deux états et laisser Israël s'emparer de tous les territoires, éventuellement les annexer, pour ensuite passer à une lutte pour les droits civiques et une lutte similaire à celle contre l'apartheid. Ceux qui disent ça sont aveugles. Cela n'arrivera jamais. Les Etats-Unis et Israël ne laisseront pas faire. Ils continueront de faire exactement ce qu'ils sont en train de faire : étrangler Gaza, le détacher de la Cisjordanie, en violation des accords internationaux et, en Cisjordanie, s'emparer de tout ce qui les intéresse.

Noam Chomsky

Traduction VD pour le Grand Soir. Précision du traducteur : s'agissant d'une interview, le traducteur a tenu à gommer les hésitations du "parler" pour rendre la lecture un peu plus fluide. Merci de signaler les erreurs et coquilles car errare humanum est. - Version du 30/3 après quelques corrections signalées par les lecteurs. Merci à eux.

TRANSCRIPTION ORIGINALE EN ANGLAIS

http://www.democracynow.org/2010/3/15/noam_chomsky_on_obamas_foreign_policy

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Noam-Chomsky-sur-la-politique-etrangere-d-Obama-sur-sa-propre-histoire-et-sur-l-importance-de-faire-entendre-son-opinion.html>

1-3 Dr. Youssef Ibrahim : Une hausse sans précédent du cancer dans la bande de Gaza.

La hausse de toutes sortes de cancer et d'insuffisance rénale, dans la bande de Gaza, est de plus en plus remarquable, confirme Dr. Youssef Ibrahim, président du bureau de l'environnement de la Bande. Ces hausses sont les conséquences de ce phosphore blanc et de cet uranium utilisés par les forces israéliennes d'occupation au cours de leur guerre criminelle menée contre Gaza l'année dernière.

Dans une interview exclusive donnée à notre Centre Palestinien d'Information (CPI), Ibrahim souligne que ces forces avaient utilisé des produits dangereusement toxiques. Ces produits se sont infiltrés dans le sol palestinien et l'ont par conséquent contaminé. L'uranium, le zinc, le mercure, le cobalt et d'autres produits cancérigènes ont été trouvés dans les corps des victimes de cette guerre israélienne criminelle.

Le président du bureau de l'environnement a saisi l'occasion de cette interview pour lancer un appel de détresse à tous les pays du monde et aux organisations et institutions internationales comme régionales pour intervenir de façon urgente afin d'éviter les effets désastreux de l'agression sioniste sur l'environnement palestinien de la bande de Gaza.

Dr. Youssef Ibrahim, président du bureau de l'environnement de la Bande, nous fait part de son point de vue, dans l'interview exclusive ci-après, traduite de l'arabe et résumée par nos soins.

Des munitions et des déchets

CPI : Les autorités de l'occupation israélienne, au cours de leur guerre menée contre la bande de Gaza l'année dernière, ont frappé l'environnement de la Bande de manière très dangereuse. Voulez-vous nous donner un peu plus d'explication ?

Dr. Youssef Ibrahim : Tout d'abord, nous voulons remercier votre Centre Palestinien d'Information (CPI) pour l'attention qu'il donne à cette question sensible et tellement dangereuse. Nous demandons par ailleurs à tous les médias d'en faire de même et de mettre sous la lumière les pratiques de l'occupation israélienne. Et nous, pour notre part, nous confirmons que les forces israéliennes d'occupation ont eu recours à pas moins de 35 sortes de métaux toxiques. Et naturellement, ces produits laissent leurs effets néfastes sur l'environnement palestinien au moins sur deux niveaux : les armes et les munitions utilisées au cours de l'agression, puis leurs déchets.

Et en passant en revue les échantillons et les conséquences par le ministère de la santé, lors d'une conférence donnée à son siège de Gaza, il s'est avéré que ces produits s'étaient infiltrés dans le sol palestinien et les corps des martyrs. Le climat de la bande de Gaza ne fait que confirmer la dangerosité de cette nouvelle donne. Un grand niveau d'uranium, de zinc, de mercure, de cobalt et d'autres produits très toxiques et très dangereux et cancérigènes pour la santé y a été trouvé. Il faut alors une réaction internationale sérieuse et efficace pour sauver la bande de Gaza. Une catastrophe menace effectivement et directement la bande de Gaza.

Les effets des éléments toxiques

CPI : Ces produits toxiques et dangereux, comment pourront-ils réagir sur l'environnement de la bande de Gaza ?

Dr. Youssef Ibrahim : Si ces produits se sont infiltrés dans les corps des martyrs, ils touchent nécessairement les corps des vivants. On s'attend malheureusement à l'apparition de toutes sortes de cancer et à des naissances malformées. Et l'infiltration de produits toxiques dans le sol et dans l'air affectera la faune et la flore de la Bande. J'ai peur que beaucoup d'arbres de la Bande trouvent la mort et que ces produits toxiques aient pénétré les légumes et les fruits mangés par l'homme. Ces produits se sont infiltrés dans la nappe aquifère... Ainsi, la pollution touche l'homme, la pierre, l'arbre, le sol, le climat, tout l'environnement de la bande de Gaza. Les conséquences néfastes de tout cela apparaîtront dans les petites années à venir et à long terme.

Les terres agricoles

CPI : Cette dangereuse pollution a-t-elle touché une grande superficie de la bande de Gaza ? Avez-vous des chiffres à nous donner ?

Dr. Youssef Ibrahim : Une hausse d'une pollution dangereuse a été remarquée dans le sol, dans l'air et surtout sur les bâtiments bombardés par les forces israéliennes d'occupation. Le sol et les terres agricoles ont directement été touchés. En fait, les forces israéliennes d'occupation ont délibérément bombardé de vastes terrains agricoles et y ont fait des fosses profondes. De vastes surfaces sont donc polluées par ces produits toxiques ; les tests aux laboratoires l'ont prouvé.

Et parlons de chiffres. Environ deux mille hectares de terrains ont été rasés au cours de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza, ainsi que 410 mille arbres. Toutes les zones frontalières sont vidées de leurs habitants, un désastre démographique supplémentaire. En effet, pas moins de cinq mille unités résidentielles ont été totalement détruites et plus de cinquante mille partiellement. Les bombardements de maisons, d'usines, de sièges du gouvernement, de mosquées, d'écoles et d'autres bâtiments ont laissé un million et demi de tonnes de décombres... Cette guerre a laissé entre 8 et 9 mille tonnes de toutes sortes de déchets. A remarquer que les décombres polluent et que les restes des munitions dont l'uranium constituent un réel danger sur l'environnement. La terre brûlée !

CPI : La politique de la terre brûlée, que signifie-t-elle ? Les produits toxiques représentent-ils un réel danger sur les plantes, les plantes qui sont un élément essentiel de l'environnement ?

Dr. Youssef Ibrahim : Pour ce qui est de la politique de la terre brûlée pratiquée par l'armée israélienne dans sa guerre criminelle israélienne contre Gaza, cette armée détruisait tout sur son passage : pierres, plantes, réseaux d'eau et d'égouts. Ainsi, de grandes surfaces de terrains agricoles ont été polluées, sans parler de l'entassement de la terre par le passage de leurs lourds engins...

Je vous confirme que les bombes au phosphore blanc ont brûlé la couverture verte, une destruction immense de l'environnement palestinien. Puis la propagation du phosphore blanc a détruit l'environnement et a pollué les produits agricoles. Elle a aussi laissé ses effets négatifs sur tous les éléments de l'environnement : eau, air, sol, créatures...

Le message à envoyer

CPI : Quel message voulez-vous envoyer concernant ce sujet ?

Dr. Youssef Ibrahim : Nous envoyons un message urgent à toutes les organisations et institutions s'intéressant à l'environnement, en particulier les ministères arabes et islamiques de l'environnement. Nous les appelons à rendre visite à la bande de Gaza pour travailler afin d'éliminer les conséquences toxiques, ou du moins les alléger. Je voudrais également appeler le bureau de l'environnement de la Ligue Arabe et ses institutions, les centres arabes et islamiques de recherches concernant la pollution de l'environnement à collaborer avec le bureau de l'environnement de la bande de Gaza afin d'éviter la catastrophe humaine et environnementale qui est sur le point de frapper la Bande. Nous appelons aussi les institutions internationales travaillant dans les domaines des droits de l'homme et de la santé à venir dans la bande de Gaza pour voir la réalité du terrain et les conséquences dangereuses de ces produits toxiques. Leurs effets néfastes commencent à affecter les habitants de la Bande. La propagation des tumeurs de toutes sortes, de la déficience rénale, des malformations de naissance sont des preuves irréfutables.

[SOULEIMAN](#)

17 avril

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=5080>

1-4 Fares Chahine : 8000 prisonniers palestiniens en grève de la faim.

Ils protestent contre le traitement réservé à leurs familles.

Plus de 8000 prisonniers palestiniens, détenus dans 10 prisons centrales israéliennes et trois centres de détention, sont en grève de la faim depuis mercredi dernier.

C'est le Centre d'études pour les prisonniers, une ONG palestinienne à caractère humanitaire, qui s'occupe de la situation que vivent les prisonniers détenus en Israël qui en a fait l'annonce. Selon des responsables de cette ONG, des représentants des détenus ont discuté avec ceux de l'administration des prisons israéliennes qui ont noté leurs revendications afin de les étudier. Les détenus palestiniens protestent contre les traitements dégradants et cruels que subissent leurs familles au cours de leurs visites. Longues attentes au niveau des barrages militaires et des points de passage, fouilles très poussées, propos injurieux de la part des soldats israéliens... Les prisonniers revendiquent le droit aux familles des détenus gazaouis de pouvoir rendre visite à leurs proches. Ces visites sont interdites depuis 4 ans, sous le prétexte de la détention du soldat israélien Gilad Shalit dans l'enclave palestinienne. Shalit a été capturé par un groupe de résistants palestiniens à la lisière de la bande de Ghaza au détour d'un accrochage en juin 2006. Il est devenu, depuis, le prisonnier le plus célèbre de la planète, tellement les médias internationaux ne ratent aucune occasion d'en parler en le présentant parfois comme un petit scout qui a été kidnappé par une bande de malfaiteurs, alors qu'il a été capturé l'arme au poing.

Sa famille est reçue partout et par les plus hauts responsables de la planète, Ban Ki-moon, Sarkozy... Shalit plus visible que 8000 palestiniens

Mais personne ne parle des souffrances de ces milliers de Palestiniens incarcérés pour certains d'entre eux depuis plus de 25 ans.

La troisième revendication concerne l'interdiction à des centaines de familles de Cisjordanie, de la ville sainte d'El Qods, ainsi que des familles de Palestiniens résidant en Israël, communément appelés les Arabes de 1948, qui sont des citoyens israéliens, de visiter leurs enfants sous des prétextes sécuritaires nuls et infondés.

Les détenus veulent aussi lever les interdictions imposées par les directions des prisons du droit de regarder la chaîne satellitaire El Jazeera et de réceptionner des livres divers.

La privation des prisonniers de passer l'examen du baccalauréat, selon le programme palestinien, fait partie aussi de leurs revendications essentielles. La Ligue des Etats arabes a manifesté son soutien à l'action de lutte des prisonniers palestiniens dont le nombre est estimé à 11 000, dont environ 400 enfants et plus de 350 femmes qui vivent dans des conditions carcérales inhumaines. Le secrétariat général de la Ligue arabe a souligné que les mesures israéliennes prises à l'encontre des prisonniers palestiniens nécessite un support international sérieux.

Il a par ailleurs appelé la Croix-Rouge internationale à tenir son rôle par l'organisation de visites de contrôle périodiques des prisons et des centres de détention israéliens pour vérifier les conditions de leur incarcération et œuvrer à la satisfaction de leurs besoins essentiels, et d'organiser des visites périodiques à leurs familles. Des dizaines d'actions de protestation similaires, au cours desquelles certains prisonniers ont perdu la vie ont été menées depuis le début du conflit israélo-palestinien. Le dossier des prisonniers a été une source de désaccord permanent entre Palestiniens et Israéliens depuis le lancement du processus de paix.

Pour le président palestinien Mahmoud Abbas et l'ensemble des factions palestiniennes, aucune paix n'est possible sans la libération de tous les prisonniers détenus dans les prisons israéliennes.

Israël prend ces milliers de détenus comme des otages et tente, par le chantage, de pousser la direction palestinienne à plus de concessions politiques.

Fares Chahine

10 avril

<http://www.elwatan.com/lils-protestent-contre-le>

1-5 La barrière souterraine en acier teste les nerfs des habitants de Gaza.

Ps : PS : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

L'achèvement imminent par l'Égypte de l'installation d'une barrière en acier souterraine et en surface le long de sa frontière avec la bande de Gaza met les Gazaouis sur les nerfs : comment vont-ils survivre sans l'important commerce qui passe par les tunnels ?

Un trafic transite par les tunnels pour toute une gamme de produits depuis qu'Israël a imposé un embargo économique contre la bande de Gaza après la prise de pouvoir par le Hamas en juin 2007. La Banque mondiale et les économistes palestiniens estiment qu'au moins 80 pour cent des importations totales vers Gaza passent par les tunnels.

« Creuser des tunnels et y travailler est l'un des rares emplois disponibles pour les jeunes Gazaouis », a dit Omar Sha'ban, économiste à Gaza.

« Les personnes qui travaillent dans les tunnels gagneraient 25 dollars par jour, une somme énorme pour l'économie palestinienne actuelle.

Mais ils sont exposés aux bombardements quotidiens ... par les forces aériennes israéliennes, à l'effondrement des tunnels et aux incendies ».

Ziad al-Zaza, ministre de l'Économie du gouvernement du Hamas, a dit qu'environ 20 000 personnes travaillaient dans les tunnels avant l'opération militaire israélienne à Gaza, début 2009, et qu'ils ne sont maintenant plus que la moitié. L'armée israélienne a dit qu'elle avait endommagé ou détruit 60 à 70 pour cent des tunnels lors de l'offensive.

Abu Antar*, propriétaire et gérant d'un tunnel, âgé de 45 ans, a dit que fermer les tunnels entre Gaza et Rafah, en Égypte, signifierait que lui et les centaines d'autres personnes qui travaillent grâce aux tunnels n'auraient plus de revenus.

« Nous avons réussi à traverser la clôture égyptienne, mais maintenant, ce que nous craignons c'est que les Égyptiens l'électrifient et ajoutent des capteurs sismiques pour détecter notre présence sous terre, ce qui rendrait notre mission impossible. Les tunnels sont notre unique source de revenus », a dit à IRIN ce père de sept enfants.

La barrière en acier posée par l'Égypte fera 10 à 11 kilomètres de long et descendra jusqu'à 18 mètres sous terre, ont dit les autorités égyptiennes. Le quotidien égyptien al-Shorouq a récemment annoncé que « le chantier du mur principal était dans sa quatrième et dernière phase », après quoi des caméras et des détecteurs seront installés.

Cette opération devrait durer quelques semaines et une période d'essai devrait ensuite avoir lieu avant que l'installation ne devienne complètement opérationnelle.

Un travail dangereux

Abu Antar a dit que 50 personnes travaillaient dans son tunnel.

« Chaque jour, nous travaillons dans les tunnels et nous nous demandons si nous allons sortir vivants. La terre s'est effondrée de nombreuses fois...

La mort est inévitable dans ce genre de travail. Nous avons peur 24 heures sur 24. Beaucoup de gens sont morts. Chaque mois, il y a de nouvelles victimes des bombardements aériens [israéliens] dans les tunnels », a-t-il dit.

Les accidents sont fréquents dans les tunnels. Selon l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Mezan, 120 trafiquants travaillant dans les tunnels ont été tués au cours des trois dernières années.

Les personnes travaillant dans les tunnels estiment qu'il existe plus de 1 000 tunnels entre Gaza et la ville de Rafah, du côté égyptien de la frontière. Ils font de 15 à 35 mètres de profondeur et jusqu'à un kilomètre de long.

« Une catastrophe humanitaire »

« [La construction] d'un tunnel coûte environ 200 000 dollars, alors lorsqu'ils seront détruits par les avions israéliens, ou qu'ils seront bloqués par le mur égyptien, la pauvreté et le chômage augmenteront de plus en plus », a-t-il dit. « Bloquer les tunnels entraînera une terrible catastrophe humanitaire. Tous les habitants de la bande de Gaza dépendront alors de l'aide alimentaire des Nations Unies », a dit le ministre du Hamas, M. al-Zaza.

« Nous appelons les gouvernements égyptien et israélien à désinvestir Gaza et à laisser les Palestiniens travailler sur terre et non sous terre et les Gazaouis vivre dans la dignité et la fierté », a dit M. al-Zaza. Israël a imposé à la bande de Gaza de strictes restrictions à l'importation après la prise de pouvoir par le Hamas en 2007 et en guise de représailles après les tirs de rockets de Gaza sur Israël. L'interdiction d'importer touche tout ce qui pourrait aider le Hamas à fabriquer des armes, notamment le fer, l'acier et la plupart des matériaux de construction. Toutes les exportations sont interdites et les importations sont limitées à quelques biens humanitaires. Les articles tels que les cahiers scolaires, les bureaux, le matériel médical, les appareils ménagers et les abris montables accusent d'importants retards.

Israël a salué les efforts de l'Égypte pour combattre la contrebande.(...)

Israël accuse le Hamas d'utiliser les tunnels pour importer des armes, une allégation niée par le Hamas.

Lors d'une visite à Gaza, plus tôt ce mois-ci, le coordinateur des secours d'urgence des Nations Unies, John Holmes, a mis en garde contre de gros problèmes si les tunnels étaient bloqués.

« Si ces tunnels sont bloqués, si indésirables qu'ils puissent être, et aussi indésirables que puissent être leurs conséquences sur la société et l'économie de Gaza, la situation sans les tunnels serait complètement insoutenable », a dit M. Holmes.

Il a renouvelé ses appels à Israël pour mettre fin au blocus du territoire palestinien.

Les informations contenues dans ce site web vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences. Si vous réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ce bulletin, merci de tenir compte de cette réserve. Toute citation ou extrait devrait inclure une référence aux sources originales. [UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs 2009.](#)

(IRIN)

26 mars 2010

<http://www.irinnews.org/fr/...>

1-6 L'occupant israélien prive d'eau les villages palestiniens de la vallée du Jourdain.

Les forces israéliennes d'occupation ont envahi le village de Khirbet Al-Farsieyah au nord de la vallée du Jourdain, et saisi quatre pompes à eau utilisées pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau potable de la petite communauté agricole, selon des témoins.

La consommation en eau d'un Israélien est de 400 litres/jour, celle d'un colon israélien en Cisjordanie de 800 litres/jour et celle d'un Palestinien en Cisjordanie entre 70 et 90 litres/jour

Selon les habitants, la suppression des pompes menace des milliers de dunums de champs de cultures, et les agriculteurs estiment que chacune des pompes coûte 25 000 shekels (6750 dollars US).

Les pompes ont été volées dans les fermes de Ali Az-Zohdi, Fayeq Sbeih, et Taleb Radi.

Le gouverneur de la région de Tubas, Marwan Tubasi, a dénoncé lors d'une visite des fermes impactées, les vols commis par les Israéliens, tandis que le coordonnateur de la campagne pour sauver la vallée du Jourdain, Fathi Ikhdeirat, a déclaré que les événements de la journée faisaient partie d'une « série d'attaques à l'encontre des habitants et qui ont pour but de les expulser de leurs terres ».

Le dimanche, les autorités israéliennes avaient fermé la principale source d'eau utilisée pour l'agriculture dans ce village de la vallée du Jourdain, ont déclaré les membres du comité et leurs avocats, quatre jours seulement après que des responsables militaires aient menacé de « fermer les robinets » si les Palestiniens ne traitaient pas mieux leurs eaux usées.

Ikhdeirat a aussi déclaré que la société israélienne de l'eau, Mokerot, avait construit trois puits aquifères dans le domaine depuis les années 1970, s'accaparant 5000 mètres cubes d'eau par heure, en grande partie au profit des colonies juives voisines alors que le village de Bardalah ne tirait que 65 mètres cubes d'eau par heure avant que les troupes d'occupation n'aient arrêté le pompage de l'eau.

« Nous entendons le bruit de l'eau passant par les tuyaux dans le centre du village, mais nous ne pouvons ni la boire ni nous en servir. Les conduites d'eau installées par la compagnie des eaux israéliennes sépare le village en deux parties », at-il ajouté .

Des dizaines d'agriculteurs ont protesté contre les actions israéliennes dans la vallée du Jourdain et ont exigé qu'une solution rapide soit trouvée avant qu'ils ne perdent les cultures dont ils dépendent pour leurs revenus et leur subsistance.

Nader Thawabteh, un avocat qui représente les habitants de Bardalah, a déclaré que la compagnie des eaux israéliennes accusait les habitants du village de voler de l'eau « prenant cela comme une excuse pour cesser de pomper de l'eau pour nous. Nous démentons catégoriquement cette affirmation. » [Paradoxe intéressant ... Les voleurs de Mokorot accusent de vol les Palestiniens, légitimes propriétaires de ces ressources naturelles... N.d.T] L'avocat a ajouté que la quantité d'eau pompée dans le village avait été réduite en cinq ans de 150 mètres cubes par heure à 65 mètres cubes, et « maintenant elle est totalement coupée ».

Les agriculteurs du village ont fait appel à l'Autorité palestinienne [de Ramallah] et aux organisations internationales pour avoir à nouveau accès à l'eau pour leurs exploitations.

Bardalah a 1900 habitants, la majorité d'entre eux vivant des ressources des travaux agricoles dans les 300 dunums de serres. La grande majorité des serres et des terres doivent être irriguées, le reste disposant de cultures qui n'ont pas besoin d'arrosage.

Le mercredi, le ministre israélien des infrastructures, Uzi Landau, avait menacé de restreindre la fourniture en eau dans toute la Cisjordanie si des usines de traitement des eaux usées n'étaient pas installées dans la zone. [Il apparaît ainsi que l'occupant israélien s'accapare l'eau des Palestiniens, mais ne veut pas prendre en charge le traitement de l'eau attribuée chichement aux propriétaires légitimes, et utilise la question du traitement comme un moyen de pression... Difficile de faire mieux dans le cynisme et la malhonnêteté - N.d.T]

Selon un rapport de 2009 de B'Tselem [...] seulement 81 des 121 colonies juives de peuplement en Cisjordanie ont été raccordées à des installations de traitement des eaux usées.

« Le résultat est que seule une partie des eaux usées provenant des colonies est retraitée, tandis que le reste des eaux usées va dans les cours d'eau et dans les vallées de Cisjordanie », indique le rapport.

L'étude de B'Tselem met aussi en évidence que « pendant plus de 40 ans d'occupation, Israël n'a pas construit de usines de traitement des eaux usées dans les colonies correspondant à celles de l'intérieur d'Israël ».

L'administration civile de l'occupation veut connecter certains villages palestiniens au réseau de traitement des eaux sales, mais ceux-ci refusent de coopérer dans des projets qui peuvent légitimer les colonies juives de peuplement.

Ma'an News Agency - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.maannews.net/eng/ViewDet...>

Traduction : [Info-Palestine.net](http://www.alterinfo.net)

http://www.alterinfo.net/L-occupant-israelien-prive-d-eau-les-villages-palestiniens-de-la-vallee-du-Jourdain_a45212.html

1-7 Silvia Cattori : Laissera-t-on Israël transformer Gaza en un immense cimetière ?

LA SOLITUDE DU PEUPLE PALESTINIEN FACE À L'IGNOMINIE.

Omar (*), 38 ans, habite dans un quartier très pauvre et insalubre de Gaza. Il est sans travail, sans revenu. 80 % des habitants de Gaza sont dans la même situation. L'histoire qu'il raconte ici reflète la situation tragique et le désespoir dans lesquels Israël maintient la population de Gaza. Le désespoir aussi de savoir que la « communauté internationale » ne fait rien pour mettre un terme à l'intolérable.

Gaza : manifestation contre le siège (IMEMC)

Silvia Cattori : Que ressentez-vous depuis votre mouvoir de Gaza en voyant des jeunes Palestiniens dans la vieille ville de Jérusalem protester contre les restrictions d'accès à la Mosquée Al Aqsa, risquer leur vie face aux assauts des troupes israéliennes ? [1]

Omar : Ce qui se passe à Jérusalem, les provocations d'Israël, sa judaïsation de la Terre Sainte, concerne tous les Palestiniens. C'est très grave. Israël cherche à pousser les Palestiniens à une grande révolte, pour ensuite faire croire qu'il y a là une menace pour sa sécurité et en profiter pour intensifier la répression.

Je ne pense pas que les Palestiniens sont prêts à courir le risque de rentrer dans cette stratégie perfide, d'aller se faire humilier et écraser une nouvelle fois. Vous savez, les Palestiniens n'ont pas encore guéri les plaies de la dernière Intifada (soulèvement qui s'est révélé être un écrasement). Tant de sacrifices consentis pour n'avoir rien obtenu. Comme père, je ne serai pas assez fou pour laisser mes enfants aller au-devant des soldats qui tirent sur ces très jeunes gens, très frustrés, qui répondent à leurs agressions en lançant des cailloux.

Je pense que dans ce contexte, les adultes, même si cela devrait être leur devoir de protester contre les dangers qui pèsent sur la Mosquée Al Aqsa et deux autres édifices religieux islamiques, hésitent à aller manifester leur colère contre les soldats de l'occupation. Ils savent que c'est là une situation explosive ; qu'ils vont se sacrifier pour rien, qu'Israël va encore pouvoir en tirer prétexte pour les arrêter, les massacrer, et intensifier les mesures répressives. Ils pensent à tous les sacrifices qu'ils ont déjà faits sans jamais rien obtenir.

Depuis 2000, leur résistance ne leur a apporté que des pertes et des énormes souffrances. Sans compter que tous leurs sacrifices sont si mal payés en retour par leurs ignobles politiciens à Ramallah. Ils sont si désespérés en entendant Abou Mazen, Fayyad, Erekat, etc, parler d'un État palestinien à l'intérieur de la ligne de 1967 et non pas comme il se doit, de la ligne de 1948. Les territoires de 67 ne représentent que 26 % de la Palestine historique. Et ces 26 %, après le mur et les annexions, se sont réduits à 10 ou 15 %. Cela veut dire, pour ces jeunes Palestiniens en colère, que leurs parents n'ont rien gagné par leur résistance ; qu'ils ont fait tous ces sacrifices pour rien.

Silvia Cattori : *L'État d'Israël ne pourra pas toujours se comporter en dehors de la loi. Son image se dégrade en Occident ; bien des gens qui soutenaient Israël ne peuvent plus afficher leur soutien comme avant. Il leur est devenu difficile de soutenir l'insoutenable sans se compromettre. Nos autorités démocratiques savent qu'elles devront répondre un jour d'avoir soutenu*

un gouvernement criminel. Et d'avoir choisi de soutenir une autorité palestinienne qui est désavouée par son peuple. S'il y a des votations pensez-vous que le peuple palestinien va voter en faveur de Salam Fayyad ?

Omar : Fayyad n'est pas populaire. C'est l'homme de l'Occident ; il est très éloigné de notre réalité. Il a fait carrière dans des institutions internationales. Il a été habitué au luxe et au prestige qui accompagne ce genre de postes. Fayyad n'est pas le choix des Palestiniens ; il nous a été imposé par les États-Unis. C'est un homme corrompu, qui avec Abou Mazen (Mahmoud Abbas), a mis en place la politique répressive, financée par les États-Unis et l'Europe, qui vise à liquider toute résistance. Fayyad est un homme très compromis avec les visées de l'occupant. Ce ne sera jamais un résistant. Il est déjà du côté des occupants.

C'est lui qui a la confiance de l'Europe ; c'est lui qui reçoit l'argent que l'Union européenne donne à Ramallah pour payer les salaires de quelques 200'000 employés de l'administration. Ce n'est pas par un geste de générosité que cet argent est versé à l'Autorité Palestinienne ; c'est une obligation, l'Europe doit payer pour ses erreurs. Nous considérons que c'est l'Europe qui a permis aux juifs de venir occuper nos terres et qui continue de soutenir leur expansion. C'est donc à elle de payer pour notre immense souffrance.

Silvia Cattori : Les militants internationaux qui sont venus vivre à Gaza durant ces années cruelles où la communauté internationale vous a abandonnés, sont-ils vus avec reconnaissance ?

Omar : Ici à Gaza, les gens sont habitués depuis longtemps à voir des jeunes activistes étrangers, venir, partir, certains rester car ils ont trouvé ici une vie plus exaltante que chez eux. Les gens ne leur ont pas demandé de venir mais ils sont bien accueillis ; l'hospitalité fait partie de notre culture. Ils peuvent habiter chez les habitants, et vivre avec très peu d'argent. Il y en a aussi qui profitent de notre générosité. Qui se comportent mal et heurtent nos coutumes.

Il y a maintenant quelques rares activistes du « Free Gaza Movement », de l'« International Solidarity Movement », etc. Ils voient ce qui se passe et ils peuvent faire connaître notre réalité au-dehors. Ce qui pose problème, c'est qu'il n'y a pas d'entente entre les diverses associations qui viennent. Cela n'est pas bon car il y a déjà assez de problèmes ici.

Silvia Cattori : Quel milieu fréquentent-ils ?

Omar : Ils sont souvent entourés de Palestiniens qui savent tirer profit et les coupent du reste de la société. Les activistes ne savent pas ou ne veulent pas savoir que les gens qu'ils fréquentent ne sont pas forcément représentatifs. C'est pourquoi la présence de ces jeunes qui viennent ici, peut générer parfois plus de ressentiments que d'apaisement dans le cœur de bien des gens. Ils fréquentent surtout le cercle du FPLP (une faction laïque minoritaire). Ici leurs leaders sont mal vus car ils ne travaillent pas dans l'intérêt du peuple ; ce qu'ils reçoivent de l'extérieur comme dons est détourné pour des projets qui leur apportent davantage de profits. Il faut dire aux gens qui collectent de l'argent au nom des Palestiniens de ne plus leur donner un seul shekel. Car agir de cette façon ce n'est pas nous aider ; mais c'est une autre manière de violer les droits des Palestiniens et d'envenimer la situation.

Donner l'argent sans savoir où il va, cela pousse les gens à la corruption. Les gens qui vivent dans mon quartier n'ont jamais rien vu de ces collectes dont on nous parle. Ils vivent plus mal que des chiens. Écrasés par la pauvreté. Les ONG vont et viennent, mais nous on n'a rien touché.

Silvia Cattori : Les derniers convois arrivés en janvier - au prix de grands obstacles - ne vous ont pas donné satisfaction non plus ?

Omar : « Viva Palestina » [2] de Galloway et « the European Campaign to End the Siege on Gaza » (ECESG) [3] ont été appréciés. Ce qu'ils ont apporté a été remis au Ministère de la santé. Celui-ci est seul capable de couvrir toute la bande de Gaza et de distribuer ce qu'il reçoit dans tous les centres de santé. Ce qu'ils apportent est visible, sert toute la population. Quand on parle de tonnes de médicaments livrés au Ministère de la santé par divers donateurs il faut comprendre que cela ne suffit pas à couvrir les besoins. En quelques heures les dons distribués dans les hôpitaux et les pharmacies sont épuisés. Ici on ne trouve rien, même pas du paracétamol ; les quantités que les donateurs envoient ou apportent sont dérisoires par rapport aux besoins immenses.

Silvia Cattori : Georges Galloway a pourtant été critiqué pour avoir livré les ambulances aux autorités du Hamas. Quel est votre point de vue ?

Omar : Si vous donnez les médicaments au Ministère de la santé, sous l'autorité du Hamas depuis 2006, ils sont distribués dans les hôpitaux et centres publics et après nous pouvons les acheter pour le prix d'un shekel, même s'ils valent trente shekels. Par contre, si vous donnez ces médicaments aux responsables du FPLP, eux ils les distribuent à leurs cliniques privées qui les vendent au prix coûtant. Cela enrichi leurs hôpitaux, leurs poches. Et ne diminue pas les souffrances de la population qui a déjà de la peine pour payer un shekel. Quand les associations donnent des milliers de dollars au FPLP, les gens ici ne voient pas où cela va vraiment. Ils n'ont aucune idée de la manière dont l'argent est utilisé. C'est la différence entre ce que l'on donne aux autorités du Hamas et ce que l'on donne au FPLP ou au Fatah.

Silvia Cattori : En ce qui concerne les besoins essentiels comme l'eau potable et la nourriture, où en est votre situation ?

Omar : Nous achetons, en faisant des dettes, des gallons d'eau filtrée à une station privée qui s'enrichit sur notre dos. Mais on est obligés. L'eau est polluée [4] et avec les coupures d'électricité on reste souvent sans eau et sans électricité.

Ici les gens se débrouillent. Surtout grâce à ces employés qui reçoivent un salaire de Ramallah, ou de l'UNRWA : car un employé aide de nombreuses familles avec son salaire. Si il n'y avait pas cette solidarité là, Gaza se transformerait en un immense cimetière en quelques mois. [5]

Heureusement que les tunnels ne sont pas encore fermés. Le mur n'est pas fini.

Silvia Cattori : Ne pensez-vous pas qu'Obama finira bien par contraindre Israël à ouvrir les portes de cet enfer ?

Omar : Je n'ai jamais cru qu'un Président des États-Unis allait nous soutenir contre Israël. Cela n'arrivera jamais. S'il devait nous soutenir, même par un simple mot, il devrait payer très cher ce soutien.

Silvia Cattori : *Qui peut alors vous sauver de cette situation ?*

Omar : Il n'y a que Dieu. Les États arabes nous ont abandonnés. Nous avons perdu notre crédibilité et notre honneur par notre division. J'espère que nos leaders arriveront un jour à s'unir ; sans l'union, jamais nous n'obtiendrons le respect des autres nations. Nous avons perdu le respect.

Silvia Cattori : *Votre peuple a gagné l'admiration et le respect du monde entier par sa résistance. Mais si vous deviez faire la liste des leaders palestiniens qui vous ont desservis, quels noms donneriez-vous ?*

Omar : Mazen (Mahmoud Abbas à Ramallah) à la tête du Fatah. Et Mechaal [6]. Je considère que l'on est trahis par les deux. S'ils savaient quelle est notre souffrance, ils auraient déjà fait l'union. Par leurs divisions ils ont fait de nous un peuple de mendiants. Or nous, les Palestiniens, n'avons jamais été des mendiants.

Silvia Cattori : *Vous faites une symétrie entre Kahled Mechaal et Mahmoud Abbas ! Mais Khaled Mechaal, lui au moins, ne s'est jamais mis entre les mains de l'occupant et de ses cyniques alliés ?*

Omar : Abou Mazen nous a trahis depuis toujours. C'est un homme mis en place par les États-Unis et Israël. Mazen, on savait déjà qui il était avant et que dans sa position il allait nous mener au désastre. Mechaal, nous savons qu'il est honnête. Mais le fait est qu'il ne nous a rien apporté.

Israël s'attaque à la mosquée, à notre patrimoine religieux. Que fait le Hamas contre les attaques visant la mosquée Al-Aqsa ? Pour nous Palestiniens, c'est très blessant de voir Israël usurper les lieux Saints. Cela nous touche dans nos cœurs. Abou Mazen, on le méprise, nous savons que lui et sa bande ce sont des vendus. Mais je suis choqué d'entendre Mahmoud Zahar (haut dirigeant du Hamas) dire aujourd'hui que ceux qui lancent des roquettes contre Israël aident les provocateurs. Hier, Yasser Arafat et Abou Mazen disaient la même chose.

Silvia Cattori : *Mechaal n'a-t-il pas condamné Israël récemment ?*

Omar : Ce qu'il a dit dans son discours, c'est pour la façade ; mais sur le terrain, hormis une manifestation populaire à Gaza, rien ne s'est passé. On est sans espoir.

Silvia Cattori : *Malgré sa brutale répression, Israël a échoué à vous mater. Ni le siège qui perdure depuis cinq ans, ni les innombrables carnages, n'ont atteint les buts qu'Israël escomptait : vous mettre à genoux et vous tourner contre le Hamas.*

Omar : Oui c'est vrai.

Entretien réalisé en anglais le 22 mars 2010.

Silvia Cattori

Traduit de l'anglais par JPH

[1] En quelques jours l'armée et la police ont arrêté et blessé des centaines de très jeunes Palestiniens sur les lieux Saints de Jérusalem. Les enfants ne sont pas épargnés par l'armée israélienne. En dix ans, celle-ci a arrêté environ 6'500 enfants palestiniens (de 12 à 17 ans). Selon *The Palestinian Center for Defending the Detainees*, il y a actuellement 340 enfants emprisonnés en Israël parmi 8'000 autres prisonniers politiques Palestiniens.

[2] Voir : « [“Viva Palestina”, et maintenant ?](#) », par Stuart Littlewood, [info-palestine.net](#), 14 janvier 2010.

[3] <http://www.savegaza.eu>

[4] Voir : <http://www.uruknet.de/?s1=1&p=64828&s2=06>

[5] Voir : <http://www.uruknet.de/?s1=1&p=64829&s2=06>

Sur la situation à Gaza, voir également les deux vidéos de l'interview de Karen Koning Abu Zayd, ancienne Commissaire générale de l'UNRWA :

<http://www.youtube.com/watch?v=Vyui4D6NK-s&feature=channel>

<http://www.youtube.com/watch?v=ViZNEVi9OMI&feature=related>

[6] Khaled Mechaal, chef du mouvement de la résistance du Hamas, vit en exil en Syrie depuis 1999, après avoir été la cible d'une tentative d'assassinat de la part des services secrets israéliens en Jordanie en 1997.

<http://www.silviacattori.net/article1166.html>

1-8 Nurit Peled Elhanan : Je prendrai le deuil pour la Nakba.

Je porterai le deuil pour la Nakba. Je porterai le deuil pour la Palestine disparue que, dans sa plus grande partie je ne connaîtrai jamais. Je porterai le deuil pour la terre sainte qui perd son humanité, son paysage, sa beauté et ses enfants sur l'autel du racisme et du mal. Je prendrai le deuil pour les jeunes Juifs qui envahissent et profanent les maisons de familles à Sheikh Jarrah , jettent les habitants dans la rue et dansent et chantent en mémoire de Baruch Goldstein , le meurtrier infâme d'enfants Palestiniens , pendant que les propriétaires expulsés des maisons avec leurs enfants et leurs vieillards dorment sous la pluie, dans la rue, en face de leurs propres habitations. Je porterai le deuil pour les soldats et les policiers qui protègent ces méchants envahisseurs Juifs Orthodoxes sans aucun remord.

Je porterai le deuil pour les terres de Bill'in et de Nil'in et pour les héros de Bill'in et de Nil'in , beaucoup d'entre eux sont des enfants de 10-12 ans , qui sans peur se dressent pour leur droit de vivre dans la dignité sur la terre de leurs pères. Je porterai le deuil pour les Droits Humains qui ont été enterrés depuis longtemps dans ce pays , pour le sang impunément répandu, pour les meurtres commis avec la bénédiction des rabbins, pour le mythe Sioniste fallacieux dans lequel j'ai été éduquée et pour l'histoire Palestinienne dont le récit est interdit mais dont la vérité est de retour et dont les rameaux verts pointent parmi les graines des lois racistes.

Je porterai le deuil pour l'ancien ministre de l'Education, Livnat qui a défendu la loi contre la commémoration du jour de la Nakba en déclarant que « S'il n'y a rien pour lequel ils puissent porter le deuil, ils n'auront pas de

raisons de se révolter. » paroles pires que les pires paroles de nos adversaires et que celles des plus méchants colonialistes.

Je porterai le deuil pour nous tous qui ne savons pas quoi faire face à une loi qui est pure cruauté, une parmi les douzaines d'autres qui sont destinées à nous assurer les places d'honneur – sinon toutes les places – dans les Actes du Parlement de la Démocratie de l'Etat Juif. Je porterai le deuil pour la démocratie de ce pays dans lequel la moitié des habitants doivent vivre dans des conditions qui seraient interdites, même pour des animaux, dans d'autres démocraties.

Je porterai le deuil pour les enfants. Ceux qui sont morts. Ceux qui mourront demain. Ceux qui ne supportent plus de vivre ici et ceux qui y vivent, semblables à de monstrueux golems qui se sont retournés contre leurs créateurs, êtres formés de peur, de mal, de racisme, d'amour tordu pour une terre qui n'est pas la leur, de haine pour tout ce qui n'est pas à leur propre image, et d'appétit insatiable pour le meurtre.

Je porterai le deuil le jour de la Nakba. Et aussi le jour qui le précède que nous appelons le Jour de Commémoration et qui n'est rien d'autre qu'un jour dédié à l'idolâtrie de la chair morte, et à la fin duquel chacun sort et grille d'autres chairs mortes à même les flammes, chante, danse, se goinfre et finit saoul. Je porterai le deuil pour le jour de notre indépendance qui n'est rien d'autre que la célébration du triomphe de l'enfermement et de l'assujettissement.

Pour toutes ces raisons, je porterai le deuil le jour de la Nakba. Je rejoindrai les millions de dépossédés, d'opprimés et d'humiliés qui n'ont pas désespéré du futur et qui pensent qu'il reste une chance et qui se dressent comme les témoins et comme les braises encore vives du véritable esprit de l'Homme.

Je porterai le deuil le jour de la Nakba afin d'être digne d'eux, afin que mes enfants sachent de quel côté je suis et afin qu'eux aussi puissent croire qu'il y a une chance pour l'espoir et pour un futur où la justice l'emportera.

Nurit Peled Elhanan

27/03/2010

Nurit Peled Elhanan, Prix Sakharov pour les Droits de l'Homme, membre du Cercle des Familles Endeuillées pour la Paix, et co-initiateur du Tribunal Russell sur la Palestine. Mère de Gaï Elhanan qui était venu en 2006 témoigner à Montbrison

Traduction en Français de Roseline Derrien Site New profile

<http://www.femmesnoirmontbrison.com/article-je-prendrai-le-deuil-pour-la-nakba-nurit-peled-elhanan-47755144.html>

1-9 Israël : Un boycott total contre une occupation totale.

L'occupation israélienne étant totale et soutenue par pratiquement toutes les institutions et les entreprises du pays, il doit en aller de même pour le boycott d'Israël, qui sera total et intransigeant, écrit Antoine Raffoul.

Dans son article « Moment of truth » ([ici en français](#)) publié sur le site de Electronic Intifada, le 4 mars 2010, Rifat Kassis pose une bonne question : que signifie le « boycott », quelle est sa portée et son contenu ?

Nous, membres de 1948 : Lest We Forget souhaitons répondre à ceux qui appellent à un boycott sélectif d'Israël, et défier ceux qui nous mettent en garde, nous Palestiniens (et beaucoup de militants internationaux, par la même occasion) qui critiquons Israël contre les accusations d'« antisémitisme » (bien que nous soyons Sémites). Nous souhaitons également défier les politiciens qui réclament un nouveau cycle de négociations (proximité ou autrement) sur la question Palestine-Israël, car nous avons perdu le compte du nombre de pourparlers qui se sont tenus les 62 dernières années. Tous en vain. En fait, à chaque série d'entretiens, la Palestine rétrécit davantage et sa population est confinée dans des douzaines de Bantoustans.

Un boycott ne peut plus être sélectif. Comme M. Kassis l'a écrit : « *l'occupation n'est pas une prise de pouvoir aléatoire et elle ne se déroule pas sur quelque terre éloignée : c'est une matrice complète de contrôle, stratégique, cohérente, délibérée, historiquement construite, extérieurement tolérée...* » et, ne l'oublions pas, mise en oeuvre sur la terre palestinienne.

Ceux qui réclament un boycott sélectif ne comprennent pas que les décisions prises en Israël, à l'intérieur des territoires palestiniens occupés et dans l'ensemble de la Palestine historique, le sont par les dirigeants sionistes (et leurs collaborateurs), dans le but d'annexer, d'occuper et de nettoyer la totalité des territoires palestiniens, pas simplement ceux qui correspondent à la résolution 181 des Nations unies ni à la ligne d'armistice de 1947 ni aux territoires conquis en 1967, mais l'ensemble de la Palestine historique. La récente prise de bec entre l'administration étasunienne et Israël au sujet de la question des colonies prouve que l'aile la plus à droite de l'administration israélienne de Benyamin Netanyahu est décidée à multiplier les colonies dans l'ensemble de Jérusalem-Est annexée et dans le reste de la Cisjordanie.

Nous ne pouvons pas balayer les 62 dernières années de l'occupation sioniste illégale en nous contentant d'accepter un statu quo temporaire dans l'attente d'un accord sur le statut final. Ces 62 années douloureuses ne peuvent pas être subdivisées en zones coloniales nommées A, B, C, Gaza ou Jérusalem. Elles ne peuvent pas être jetées dans les poubelles de l'Histoire par un cessez-le-feu, un checkpoint ou un mur de ségrégation. L'occupation est totale et illégale ? Il doit en être de même pour le boycott : total et jugé légal.

Nous ne devons pas nous contenter de boycotter l'huile d'olive produite en Cisjordanie parce qu'elle est produite dans une colonie illégale en Cisjordanie ; nous devons également boycotter tous les produits fabriqués dans toutes les colonies illégales. Nous ne devons pas simplement boycotter une institution académique impliquée dans des projets militaires financés par l'État, nous devons également boycotter d'autres établissements impliqués dans des activités culturelles, scientifiques et scolaires financées par l'État. Nous ne devons pas nous contenter de boycotter des équipes de sportifs israéliens jouant internationalement sous la bannière israélienne, mais boycotter également une compagnie de danse ou de théâtre israélienne envoyée à l'étranger pour blanchir l'image fasciste d'un Etat fasciste cruel. Nous devons non seulement boycotter Caterpillar

parce qu'il démolit des maisons et déracine les oliveraies palestiniennes, nous devons également boycotter les entreprises qui fournissent le sable et le ciment pour la construction du mur d'apartheid .

Nous défions ceux qui réclament un boycott modéré et sélectif de nous trouver un établissement israélien, grand ou petit, qui ne fait pas partie de cette matrice de contrôle qui suffoque notre nation palestinienne. Comme cette occupation est totale et impitoyable, il doit en être de même pour notre lutte visant à y mettre fin. Comme l'occupation israélienne cruelle couvre toute la Palestine historique, il doit en être de même pour l'appel que nous lançons afin de renverser le processus qui a mené à cette occupation pour le remplacer par un système de démocratie et de justice englobant toute la Palestine historique. Une Palestine pour toute sa population, qu'elle soit juive, musulmane, chrétienne, copte, athée ou non-conformiste.

Pour atteindre ce but, il nous faut un boycott total de l'État sioniste. Pour atteindre ce but, nous devons identifier cet État. Pour identifier cet État, nous devons démêler la politique de l'intrigue qui a produit la résolution 181 de l'ONU préparant le terrain pour la création de cet État. Afin de démêler la politique embrouillée de cette résolution, nous devons nous atteler à dépoussiérer les archives officielles qui remontent à la déclaration Balfour de 1917. Nous devons creuser profondément dans la politique et les personnalités obscures qui ont donné la nation d'un peuple à un peuple regroupant de nombreuses nations. Et le comble est que ceci a été fait contre la volonté de plus de un million de Palestiniens autochtones.

Nous avons fermé la boucle maintenant et par conséquent notre boycott doit être un boycott total.

Par conséquent, ne nous contentons pas de lire les pages d'un seul chapitre de cette saga sans nous plonger dans les autres parce qu'il serait plus facile « d'oublier le passé ». Israël n'a jamais cédé sur ses objectifs, ses buts ou son agression déterminée contre le peuple palestinien. Il n'a jamais cessé de défier le droit international. Il n'a jamais infléchi son arrogance envers son allié le plus puissant, les USA.

Pourquoi devrions-nous faire des compromis dans la bataille du boycott ? Le premier remède à tout ce qui précède est un boycott total.

Un boycott total contre une occupation totale. C'est un minimum.

Antoine Raffoul

* Antoine Raffoul est un architecte palestinien habitant et pratiquant à Londres.

Il est né à Nazareth et a été expulsé avec sa famille de Haïfa en avril 1948. Il est le fondateur et le coordonnateur de 1948 : Lest.We.Forget. un groupe faisant campagne pour la vérité au sujet de la Palestine.

On peut lui écrire à info@1948.org.uk

21/4

Source: [Info Palestine](#)

1-10 Appel à la Raison : l'instauration d'une paix au Moyen Orient selon le principe « 2 Peuples, 2 Etats ».

Nous sommes plusieurs dirigeants juifs européens, militant pour la paix au Proche-Orient, à être très inquiets de la situation actuelle en Israël et dans les territoires palestiniens, face à laquelle nous partageons le même sentiment d'urgence.

Plusieurs associations juives de différents pays européens ont décidé de se rapprocher pour lancer un appel commun afin de créer un mouvement analogue.

Notre objectif est de devenir le point de ralliement en Europe de tous les Juifs et non Juifs qui d'une part, s'érigent contre la campagne de délégitimation que connaît aujourd'hui Israël dans nos pays et d'autre part, appellent à l'instauration d'une paix au Moyen Orient selon le principe « 2 Peuples, 2 Etats ». Nous appelons nos dirigeants européens à faire pression sur toutes les parties concernées afin qu'une solution au conflit soit trouvée au plus tôt.

Citoyens de pays européens, juifs, nous sommes impliqués dans la vie politique et sociale de nos pays respectifs. Quels que soient nos itinéraires personnels, le lien à l'Etat d'Israël fait partie de notre identité. L'avenir et la sécurité de cet Etat auquel nous sommes indéfectiblement attachés nous préoccupent.

Or, nous voyons que l'existence d'Israël est à nouveau en danger. Loin de sous-estimer la menace de ses ennemis extérieurs, nous savons que ce danger se trouve aussi dans l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, qui sont une erreur politique et une faute morale. Et qui alimentent, en outre, un processus de délégitimation inacceptable d'Israël en tant qu'Etat. C'est pourquoi nous avons décidé de nous mobiliser autour des principes suivants :

1. L'avenir d'Israël passe nécessairement par l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe « deux Peuples, deux États ». Nous le savons tous, il y a urgence. Bientôt Israël sera confronté à une alternative désastreuse : soit devenir un État où les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays ; soit mettre en place un régime qui déshonorerait Israël et le transformerait en une arène de guerre civile.
2. Il importe donc que l'Union Européenne, comme les Etats-Unis, fasse pression sur les deux parties et les aide à parvenir à un règlement raisonnable et rapide du conflit israélo-palestinien. L'Europe, par son histoire, a des responsabilités dans cette région du monde.
3. Si la décision ultime appartient au peuple souverain d'Israël, la solidarité des Juifs de la Diaspora leur impose d'œuvrer pour que cette décision soit la bonne. L'alignement systématique sur la politique du gouvernement israélien est dangereux car il va à l'encontre des intérêts véritables de l'État d'Israël.
4. Nous voulons créer un mouvement européen capable de faire entendre la voix de la raison à tous. Ce mouvement se veut au-dessus des clivages partisans. Il a pour ambition d'œuvrer à la survie d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique, laquelle est conditionnée par la création d'un Etat palestinien souverain et viable.

C'est dans cet esprit que nous appelons tous ceux qui se reconnaissent dans ces principes à signer et à faire signer cet appel sur <http://www.jcall.eu>

Premiers signataires :

Carine ALBERGHINI, Administratrice de société - Paul AMBACH, Artiste - Henri ATLAN, médecin biologiste, philosophe - Benjamin BEECKMANS, Administrateur de société - Delphine BEECKMANS, Conseillère laïque - Georges BENSOUSSAN, historien - Jai BERNHEIM, Professeur - Myriam BIOT, Présidente de Culture plurielle - Marie-France BOTTE - Armand BRODER, Avocat - Samy CADRANEL, Médecin - Benjamin CADRANEL, Chef de cabinet du Ministre Président de la région de Bruxelles-Capitale - David CHEMLA, président de La Paix Maintenant - Suzanne CHOJNACKI, Secrétaire Générale du CCLJ - Elie CHOURAQUI, cinéaste - Daniel COHN BENDIT, député européen - Boris CYRULNIK, psychiatre - Paul DANBLON, Journaliste - Tamara DANBLON, Auteur de livres pour enfants - Karsten DE CLERCK, Administrateur de société - Elisabeth DE FONTENAY, philosophe - René DE LATHOUWER, Directeur d'entreprise - Patricia DE WILDE - Jim DRATWA - Ruth DREIFUSS, ancienne présidente de la Confédération helvétique - Mony ELKAIM, Professeur honoraire de l'ULB et neuropsychiatre - Olga ELKAIM-GRINSZPUN, Enseignante - Vincent ENGEL, Ecrivain - Brigitte FEYS, Fonctionnaire au Ministère de la Communauté Française - Marc FILIPSON, Libraire/Editeur - Alain FINKIELKRAUT, philosophe - Gilles FISZMAN, Graphiste - Santo FRANCO, Homme d'affaire - Liora GANCARSKI, Enseignante - Pierre GOLDSCHMIDT, Ancien Directeur Général Adjoint de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique - André GOLDWASSER, Ingénieur - Pauline GUTMAN - Henri GUTMAN, Professeur d'université - Guy HAARSCHER, Philosophe et professeur à l'ULB - Isi HALBERTHAL, Ancien Echevin d'Etterbeek - Raphaël HALBERTHAL, Directeur commercial - Tal HAREL, enseignant - Michèle HIRSCH, Avocate - Emmanuel HOLLANDER, Publicitaire - Géraldine KAMPS, journaliste - Louis KANAREK, Professeur à la VUB - Claude KANDIYOTI - Georges KIEJMAN, avocat, ancien ministre - Michèle KNOBLAUCH, Artiste peintre - Joël KOTEK, Historien et professeur à l'ULB - Charles KRAMARZ, Ingénieur gestion - Nicolas KRIVINE - David KRONFELD, Ingénieur - Henri et Dodi LEDERHANDLER - Ivan LEVAÏ, journaliste - Bernard Henri LEVY, philosophe - Renée LEWKOWICZ, Administratrice de société - Michèle LIESER, Psychologue - Pierre MERTENS, Ecrivain - Michèle MEYER, Administratrice de Société - David MEYER, Rabbín - Sabine MISSISTRANO, Ancienne Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme - Muriel MORDENFELD, Directrice culturelle du CCLJ - Solange NEBENZAHL, Philosophe - Pierre NORA, Membre de l'Académie Française - Denis OLIVENNES, directeur général du Nouvel Observateur - Willy PERELSZTEJN, Gérant de société et Directeur financier du CCLJ - Serge POLLAK, Huissier de Justice - Patrick G. POTY, Docteur en Sciences - Freddy RAPHAËL, universitaire, sociologue - Foulek RINGELHEIM, Ecrivain - Elisabeth ROUDINESCO, psychanalyste - Dominique SCHNAPPER, sociologue, ancienne membre du Conseil constitutionnel - Marco SCHNEEBALG, Etudiant - Avi SCHNEEBALG, Avocat - Jacques SOJCHER, Philosophe et écrivain - Donatella SORIA, Fonctionnaire de la Communauté européenne - Hilda STERNBERG - David SUSSKIND, Président Honoraire du CCLJ - Maurice SZAFRAN, Président Directeur Général de Marianne - Armand SZWARCBURT, Administrateur de société - Michèle SZWARCBURT, Présidente du CCLJ - Olivia SZWARCBURT, responsable coopération internationale - Selma SZWARCMAN, Avocate honoraire - Henri TUEIBER - Ina VAN LOOY, Chef de projet cellule formation jeunesse du CCLJ - Georges VENET, Juriste - Elie VULFS, Gérant de société - Stéphane WAJSKOP, Administrateur de société - Michel WEINBLUM, Directeur Maison des Jeunes du CCLJ - Eliane et André WIEDER - Annette WIEVORKA, historienne - Willy WOLSZTAJN, Artiste (dessinateur) - Nicolas ZOMERSZTAJN, journaliste - Mirjam ZOMERSZTAJN

1-11 Jeremy Salt : Israël et son monopole sur la souffrance psychologique.

Cher courageux pilote israélien, Qu'est-ce que ça fait de tirer des missiles sur des gens que tu ne vois pas ? Cela t'aide-t'il, de répéter que ne vous ne ciblez pas délibérément des civils ?

Cela te permet-il de bien dormir, ou fais-tu des cauchemars dans lesquels tu vois les femmes et les enfants que tu as tués dans leurs foyers, dans leurs lits, dans leurs cuisines et dans leurs salons, dans leurs écoles, sur leurs marchés ou dans leurs mosquées ?

Que ressens-tu lorsque tu as terminé ta mission ?

Que tu as fait du bon boulot ?

Penserais-tu encore que tu as fait du bon boulot si tu devais regarder les cadavres déchiquetés qui constituent ta contribution personnelle au « processus de paix » au Moyen Orient ?

Tes dirigeants politiques, tes médias et les porte-parole de ton gouvernement et de ton armée louent unanimement tes attaques aériennes, les qualifiant d'immense succès. Personnellement, comment appliquerais-tu les termes « immense » ou « succès » au meurtre de civils ? As-tu conscience qu'aux quatre coins de la planète, des gens te considèrent comme un criminel de guerre qui devrait être jugé si ton identité devait jamais être révélée et si tu prenais le risque d'une arrestation en mettant le pied dans un pays qui ne plaisante pas avec les crimes de guerre ?

Dans ton propre pays – façon de parler – des agissements comme les tiens sont légion.

Tu te souviens sans doute de la remarque de Dan Halutz, ton ex-chef d'État-major. Lorsqu'on lui demanda ce qu'il avait ressenti en bombardant un immeuble résidentiel de Gaza, il répondit qu'il avait senti les ailes de son avion vibrer au moment de larguer la bombe qui fit 18 morts lorsqu'elle explosa. Pour toi, la disparition de femmes et d'enfants est-elle une blague ? Ce n'est pas le meurtre de civils qui causa la disgrâce du général Halutz, comme on pourrait légitimement s'y attendre, mais son échec dans la guerre contre le Liban il y a trois ans. Les dirigeants politiques qui t'ont donné ton ordre de mission l'ont désormais rejoint au panthéon surpeuplé des criminels de guerre israéliens. Ils t'ont dit d'aller défendre ton pays, et c'est là que le problème commence, n'est-ce pas ? Tes parents ou tes grands-parents ont pris à quelqu'un d'autre ce que tu appelles ton pays. Vrai ou faux ? En fait, ce que tu fais en bombardant Gaza, c'est attaquer ceux qui ont été déportés du pays que tu prétends défendre, mais ce que tu défends c'est ton « droit » à conserver ce territoire volé, et même après 60 ans, cela reste un non-sens, n'est-ce pas ?

Que disent tes parents lorsque tu rentres chez toi ? Ta mère est-elle toute excitée, te chouchoutant, te caressant les cheveux, te préparant une tasse de thé, soulagée que son fils bien-aimé soit de retour entier et en bonne santé ? En fait, elle n'a aucune idée de ce que tu as fait aujourd'hui, et ce n'est pas toi qui vas lui raconter – non pas qu'elle veuille savoir. Tu as juste fait ton boulot. Et en quoi consiste ton boulot ? Qu'as-tu accompli aujourd'hui ? Nous la connaissons, ta mission, mais ce que tu as fait en réalité est tout autre.

Sous prétexte de destruction des infrastructures terroristes, tu as tué des civils, concrètement et avec efficacité. Il ne leur sera plus jamais possible de se relever. Impossible que ces enfants grandissent ou que leur mère disparue donne à nouveau la vie. Aucun espoir qu'un corps ne retrouve son membre ou sa tête disloqués par le missile que tu as tiré. Impossible de ressusciter les morts. C'est peut-être toi qui as bombardé le marché. Si c'est le cas, ais l'honnêteté de t'asseoir et de regarder la vidéo de ton œuvre. Tu vas voir une scène sortie tout droit de l'enfer. Peut-être te diras-tu que tu n'as pas vu de telles horreurs depuis... depuis quoi ? Depuis quand ? Selon tes critères, quel est l'équivalent de ce que tu as fait ? Depuis ce que les nazis ont fait ce que tu fais aujourd'hui aux civils, ou depuis ce que les Étatsuniens ont commis au Vietnam ou en Iraq ? Quelque

part, es-tu réconforté de savoir que nombreux sont ceux qui, avant toi, ont fait exactement la même chose, que tu n'es ni pire ni meilleur qu'eux ?

En toute probabilité, tu es un jeune homme charmant issu d'une bonne famille, fier d'avoir intégré l'école des pilotes de l'armée de l'air. On t'a appris à piloter les avions de guerre les plus sophistiqués de la planète afin de détruire l'ennemi. Sans nul doute, des psychologues sont intervenus à tel ou tel stade pour te préparer à la mort accidentelle de civils.

Lorsque le territoire ciblé est l'endroit le plus densément peuplé de la planète, tu sais que des civils vont mourir, mais tes justifications sont toutes prêtes. Tout est la faute de l'ennemi. Après tout, ce sont eux qui ont commencé ; après tout, nous avons tout tenté pour éviter cette situation ; après tout, ils ont rompu le cessez-le-feu ; après tout, ils terrifient nos concitoyens dans le Sud du pays ; après tout, ils s'abritent et cachent des armes parmi les civils ; après tout, nous ne ciblons pas délibérément des civils... après tout, ils sont si nombreux, c'est vrai ; et tu vas utiliser toutes ces justifications pour expliquer que, même si c'est ton avion qui a tiré ces missiles, même si c'est ta main qui a appuyé sur la commande, tu n'es pour rien dans leur mort. Est-ce ta faute si l'ennemi transforme les écoles, les mosquées, les immeubles résidentiels, les campus universitaires, les ministères, le Parlement et les ambulances en infrastructure terroristes ? Par conséquent, tu n'es pas un meurtrier – après tout. Ce sont eux, les meurtriers.

L'ennemi est le meurtrier. Il t'a forcé à tuer son propre peuple. Il ne t'a pas laissé le choix. Bien sûr, pour un pilote de l'une des meilleures armées de l'air de la planète, il y a quelque chose qui cloche dans toute cette histoire. Tu ne cours aucun danger dans le ciel de Gaza. Les Gazaouis n'ont ni avions, ni missiles sol-air pour te menacer. Tu es en totale sécurité dans le cockpit de ton F-16. Tu as tout le temps qu'il te faut pour verrouiller ta cible et tirer : on doit donc en conclure que tes bombardements sur un marché, un centre commercial ou une école sont délibérés, et que le meurtre de civils fait partie d'un plan établi par tes chefs militaires et soutenu par tes politiciens afin de paralyser le gouvernement du Hamas en terrorisant la population civile. C'est ce qu'ont fait les États-Uniens en Iraq en 2003, et c'est ce que toi et tes camarades pilotes ont fait au Liban en 2006 – à ce propos, pouvons-nous supposer que nous assistons actuellement au prototype de ce que vous projetez de faire au Liban la prochaine fois ? Que vous n'êtes pas allés assez loin en 2006 et prévoyez d'aller encore plus loin au cours du prochain massacre ?

Tu dois justifier tes crimes, car sinon, tu ne pourrais plus te regarder dans un miroir ou supporter le regard d'autrui. Tu ne pourrais plus écouter leurs éloges, car tu sais, même si personne d'autre n'est au courant, ce que tu as fait. Mais que diras-tu si tout cela remonte à la surface, que diras-tu, non pas au milieu de la nuit, lorsque, allongé dans ton lit, les yeux aux plafonds, tu te demandes ce que tu as fait, mais face à un tribunal qui t'accusera de crimes de guerre ? « Je ne faisais qu'obéir aux ordres ». Gageons que tu as déjà entendu cette réponse quelque part.

Jeremy Salt

[Palestine Chronicle](#)

Jeremy Salt est professeur associé en histoire et politique du Moyen-Orient à l'Université Bilken d'Ankara, en Turquie. Auparavant, il a enseigné à l'université du Bosphore à Istanbul, et à l'université de Melbourne au sein des départements d'étude du Moyen-Orient et de sciences politiques. Le professeur Salt a écrit de nombreux articles sur les problèmes du Moyen-Orient et en particulier de la Palestine. Il a été journaliste pour The Age lorsqu'il vivait à Melbourne. Il a rédigé cet article pour le site PalestineChronicle.com

Traduction : Axel D. pour Futur Quantique

<http://www.futurquantique.org/?p=598&cpage=1#comment-661>

2 Dossier

2-1 Vers un mouvement juif européen pour la paix.

« L'avenir d'Israël passe nécessairement par l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe deux peuples, deux Etats. Nous le savons tous, il y a urgence. Bientôt Israël sera confronté à une alternative désastreuse : soit devenir un Etat où les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays ; soit mettre en place un régime qui déshonorerait Israël et le transformerait en une arène de guerre civile ». C'est ce qu'écrivent, dans un « Appel à la raison » qui sera rendu public demain, des « citoyens de pays européens, juifs », attachés à « l'avenir et la sécurité » d'Israël et convaincus que « l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jerusalem-Est sont une erreur politique et une faute morale ».

Plus de cent personnalités, parmi lesquelles, Daniel Cohn-Bendit, Boris Cyrulnik, Etienne Emile Beaulieu, Alain Finkelkraut, Georges Kiejman, Claude Lefort, Bernard-Henri Lévy, Olivier et Pierre Nora, Denis Peschanski, Henri Rousso, Henri Weber, ont déjà signé l'appel.

Les artisans de cette initiative, dont plusieurs sont membres du mouvement « La paix maintenant », estiment que l'Union européenne et les Etats-Unis doivent faire pression sur les deux parties en conflit pour les aider à parvenir à « un règlement raisonnable » et considèrent que « l'alignement systématique sur la politique du gouvernement israélien est dangereux car il va à l'encontre des intérêts vitaux de l'Etat d'Israël ». Ils entendent, au-delà de leur appel, créer un mouvement européen capable de faire entendre la voix de la raison à tous.

« Pour nous, dit l'un des initiateurs, Daniel Rachline, il est clair que la solution négociée du problème israélo-palestinien passe par la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël et doit reposer sur trois piliers : - le partage de Jerusalem ; - le retrait des territoires occupés ; - l'indemnisation des réfugiés palestiniens. »

Daniel Rachline, comme ses amis, admet avoir été inspiré par l'exemple de « J Street », l'organisation de soutien à Israël créée aux Etats-Unis en 2008, par des juifs progressistes favorables à une solution à deux Etats pour contrer l'American Israel public affairs committee (AIPAC), puissant lobby pro-israélien, aligné sur les positions du Likoud.

« Nous trouvons très encourageant de voir émerger un nouveau mouvement favorable à Israël et favorable à la paix, indique Amy Spitalnick de J Street. Pour notre part, nous sommes une organisation strictement américaine et nous n'avons pas l'intention de travailler au-delà des frontières des Etats-Unis mais nous sommes disposés à œuvrer avec tous ceux, à travers le monde qui veulent faire progresser une solution à deux Etats ainsi que la paix et la sécurité pour Israël et le Moyen-Orient ». Pour confirmer la dimension européenne de cette initiative et en exposer les objectifs, une première manifestation, organisée par les promoteurs de l'appel aura lieu le 3 mai, au parlement européen à Bruxelles.

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

2-2 Robert Bibeau : «Remake » États-Unis-Israël-Iran.

LES DESSOUS DE LA « CRISE » ÉTATS-UNIS-ISRAËL-IRAN

Qu'est-ce qui étonne dans ce « remake » États-Unis-Israël-Iran qui tourne depuis des années à l'écran du Proche-Orient ?

Laissez-nous vous en décrire le contexte.

Le bon flic (OBAMA) déclare : " Je vais vous accorder un beau bantoustan emmuré et je donnerai la clé aux israéliens à la condition que vous écrasiez le Hamas et que vous désarmiez totalement la résistance, je ne veux plus entendre parler de résistance palestinienne".

Le mauvais flic (Netanyahou) rétorqua : " C'est déjà trop de leur donner le bantoustan emmuré. Ces chiens ne seront jamais dociles et le jour ou vous leur desserrerez la corde autour du cou ils vous mordront sans scrupules. Il faut tous les déportés pour avoir la paix ou alors leur créer de telles conditions de vie qu'ils préféreront partir plutôt que de vivre comme des chiens (dixit Moshe Dayan, feu ministre de l'armée sioniste)".

Le collabo palestinien répond : " Monsieur, forcer la main à ce mauvais flic Netanyahou. Dites-lui que vous nous faites confiance pour gérer le bantoustan sur ce qui reste des 18% de la Palestine historique. Nous serons soumis et dociles, nous le jurons. Tenez, nous venons d'abattre 6 résistants palestiniens et nous vous donnons les coordonnées de 10 autres pour que vous les abattiez. Ah oui, en passant, le contrat de ciment pour la construction du MUR d'apartheid...lequel d'entre nous en bénéficiera ? ".

Et l'émissaire américain s'en retourna avec les coordonnées des 10 résistants à abattre et avec la réclamation à propos du contrat de ciment pour la construction du MUR (Dalhan étant en meilleur position que Abou Mazen pour ce contrat, quoique Fayad livre à temps depuis quelques temps...).

Tous ces gens avaient oublié le peuple Palestinien qui pour sa part réclame toute sa terre, pas seulement un restant de 18 % emmuré dans un bantoustan.

Et les sionistes firent la leçon à Barak : « TU VOIS CES COLLABOS NE CONTROLENT MÊME PAS LEUR PEUPLE ET NE PEUVENT EMPÊCHER LA RÉSISTANCE. L'autre jour deux soldats israéliens ont été tués alors qu'ils allaient assassiner des résistants. Pas de bantoustan pour ces incapables. ». Et Barak due bien admettre que les sionistes avaient raison. La résistance se poursuivait.

OBAMA obtempéra puisqu'il avait besoin du gouverneur sioniste de sa base militaire permanente au Proche-Orient (l'entité sioniste) pour menacer l'IRAN de bombardement afin que l'Iran continue de contenir la résistance Chiite en IRAK et nuise à la résistance Afghane (échange de bons procédés). De toute façon, il n'était pas question d'envahir l'Iran, quand tu es incapable de maîtriser l'Afghanistan tu n'occupes pas l'Iran, mais la menace avait son utilité comme nous le verrons bientôt, alors Obama joua le bon flic contrit, incapable de faire entendre raison à cette petite entité hystérique (7, 5 millions d'habitants) à laquelle il signa aussitôt un chèque d'aide directe de 3 milliards de dollars pour l'année 2010.

Peaufinons l'analyse.

Une puissance en déclin (ici les USA et son 51^{em} État - base militaire perdue au fond de la Méditerranée) est toujours plus dangereuse quand le désespoir la pousse à l'aventurisme. Rappelez-vous que la hargne de l'Allemagne NAZIE fut à son paroxysme quand elle se voyait vaincue sur tous les fronts, particulièrement sur le Front Est (Soviétique) où elle fut effectivement battue à partir de Stalingrad et par la suite.

Il y aura attaque de l'IRAN à une condition et à une seule condition. L'affaire du réacteur nucléaire iranien est un leurre pour justifier l'agression américaine, c'est de la frime. La décision d'attaquer l'IRAN ne sera pas prise au commandement de la base de Tel-Aviv. Oublier les bouffonneries de Netanyahou, le premier ministre d'une entité qui quémande l'endossement de sa puissance de tutelle pour émettre des obligations sur les marchés boursiers internationaux.

Si les européens s'allient aux chinois et aux russes ainsi qu'aux iraniens et aux pays du Golfe Persique pour faire de l'OR, de l'EURO, du YEN et de d'autres devises le panier de monnaies du commerce international, abandonnant le dollar US ce qui provoquera une crise financière puis économique sans précédent, alors les USA attaqueront l'IRAN, ils fermeront le détroit d'ORMUZ au commerce pétrolier vers ces pays dépendant du pétrole du Proche-Orient. Ils couleront quelques pétroliers dans le détroit et laisseront les iraniens installés des mines sous-marines dans le détroit d'Ormuz, puis ils décréteront ce secteur « zone militaire interdite à la navigation ». L'occupation de l'IRAK et de l'Afghanistan ne visent pas à construire des pipelines pour acheminer le pétrole de l'ex-Union-Soviétique, d'Iran et d'Irak vers les marchés européens, chinois et japonais mais à empêcher la construction de ces pipelines ou, s'ils sont construits, à les dynamiter (ce sera alors la mission de leur filiale Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan) de façon à ce que l'Europe, la Chine et le Japon ne puissent recevoir par pipeline ce qui leur sera refusé par la mer. C'est la raison pour laquelle les chinois construisent des pipelines au Kazakhstan qui contournent l'Afghanistan et voilà pourquoi ils cherchent du pétrole au Soudan...Vous connaissez le contentieux à propos du Soudan, encore des terroristes qu'il faut empêcher de livrer leur pétrole aux chinois.

Voilà le véritable enjeu de la mascarade USA-Israël-Iran, le dollar et la capacité pour les USA de demeurer le banquier du monde, celui qui émet la monnaie du monde et parasite sur le développement de l'économie mondiale, 29 000 milliards de dollars US émis depuis quelques années dévoilait le Président Ahmadinejad dans une entrevue récente.

Les questions dont nous traitons ici sont les vrais enjeux de la politique mondiale. Le peuple Palestinien sert de monnaie d'échange entre la puissance de tutelle et le gérant de la base militaire Méditerranéenne. Oubliez les jérémiades d'un petit pays hystérique incapable d'affronter la résistance libanaise ou palestinienne. Nous sommes ici dans une autre échelle géo- stratégique. Mais les peuples du Proche-Orient ne sont pas démunis et sauront résister à ces machinations.

30 mars

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

2-3 Netanyahu-Obama : une tempête dans un verre d'eau.

C'est une bonne chose si [la secrétaire d'Etat] Hillary Clinton considère que l'annonce par le gouvernement israélien, - lors de la visite du vice-président américain Joseph Biden à Tel-Aviv - de construire 1600 unités d'habitation dans une de ses colonies au nord de Jérusalem, soit une « insulte » pour les Etats-Unis. Mais c'est une réaction tardive après une longue série d'insultes et d'affronts israéliennes depuis plus de 60 ans, soit depuis la création d'Israël sur des territoires arabes en Palestine.

Fort de l'appui du lobby pro-israélien qui contrôle tous les centres de décision aux Etats-Unis, le profond raciste qu'est Netanyahu méprise le président américain.

Les réprimandes faites par Clinton à Netanyahu dans son appel téléphonique qui a duré plus de 40 minutes, ne signifient rien si des mesures pratiques de rétorsion ne leur succèdent pas sur le terrain, car les politiciens israéliens sont habitués à ce genre d'appels colériques et savent très bien comment ils sont vite oubliés et comment les choses vont revenir à la normale, et encore pire qu'auparavant.

Le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou qui prétend toujours mieux comprendre que quiconque les États-Unis et qui parle anglais avec un argot américain, défie le président Barack Obama et n'hésite pas à se moquer de lui et son administration parce qu'il se considère lui-même comme intouchable grâce à l'appui du lobby juif et au contrôle total qu'exerce celui-ci sur les centres de décision aux Etats-Unis.

La reculade honteuse de la présente administration américaine par rapport à son exigence d'un gel total des activités de colonisation dans les territoires occupés, y compris Jérusalem, avant tout retour à la table des négociations, a encouragé Netanyahu et son gouvernement d'extrême-droite à provoquer cette même administration en annonçant la construction d'encore plus de colonies dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem.

Après cette gifle de Netanyahu, le président Obama doit en priorité se remettre sur pied lui-même, puis son administration, et enfin, le processus de paix, et faire face à l'arrogance d'Israël en procédant comme il le fait avec l'Iran et en cherchant à ce que le Conseil de sécurité des Nations unies vote une résolution faisant référence à des sanctions économiques.

Lorsque Obama fera dégringoler Israël, ses dirigeants, et ses colons de leur statut actuel au-dessus des lois et normes internationales, et lèvera leur immunité, alors son administration acquerra une grande crédibilité dans les mondes arabe et islamique, et même dans le monde entier.

Nous ne croyons pas que le président Obama - qui a déjà perdu une année entière de son administration en fermant les yeux sur les crimes israéliens dans les territoires occupés et en faisant pression sur la faible partie palestinienne pour la forcer à revenir à des négociations indirectes vouées d'avance à l'échec - fera plus de reproches que cela à ses alliés israéliens. Son vice-président Biden a dit être un vrai sioniste et a répondu à la provocation de M. Nétanyahou, qui a provoqué l'échec de sa tournée, en soulignant la profondeur des liens israélo-américains et l'engagement sans réserve de Washington à la sécurité israélienne.

Le président Obama est faible face au lobby juif et c'est la même chose pour la plupart des responsables européens. À notre avis, cette fausse faiblesse reflète la dualité dans le respect des normes morales et les doubles standards dans le traitement des questions du monde arabe, lesquels ont ranimé les tensions entre l'Occident et les Arabes et ont conduit à une montée des extrémismes et de la haine.

La faiblesse du monde arabe et l'impuissance de la plupart de ses dirigeants, sinon de la totalité d'entre eux, sont malheureusement un encouragement à ne pas s'opposer au lobby juif pro-israélien et incitent Netanyahu et les extrémistes juifs à poursuivre le vol des terres palestiniennes, à judaïser les lieux saints, à démolir Al-Aqsa et à construire un temple de Salomon sur ses débris.

* Abdel Bari Atwan est palestinien et rédacteur en chef du quotidien al-Quds al-Arabi, grands quotidien en langue arabe édité à Londres. Abdel Bari Atwan est considéré comme l'un des analystes les plus pertinents de toute la presse arabe.

16 février 2010 –

29/03

Traduction : Info-Palestine.net

Vous pouvez consulter cet article à <http://www.bariatwan.com/index.asp?...>

Traduction : Info-Palestine.net

Source : <http://www.palestine-info.cc/fr>

2-4 René Backmann : Un nouveau plan de paix à l'automne.

On comprend, dans ces conditions, que l'administration Obama manifeste une certaine irritation devant la mauvaise volonté israélienne. Confrontés à deux guerres - en Irak et en Afghanistan - et au difficile dossier du nucléaire irakien, les responsables du Pentagone et du Conseil de sécurité insistent, avec l'aval désormais explicite du président, sur la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'obtenir et de préserver le soutien de la majeure partie du monde arabe. Et ils répètent, depuis plusieurs semaines désormais, que de ce point de vue, le conflit qui se prolonge au Proche-Orient représente un fardeau pour les Etats-Unis. Barack Obama a rappelé mardi que la résolution du conflit israélo-palestinien était « une question de sécurité nationale vitale pour les Etats-Unis » car elle avait « un coût significatif en sang et en ressources financières »

Il n'est pas question pour Washington, de revenir sur le caractère stratégique et historique de l'alliance entre les Etats-Unis et Israël, ni d'évoquer d'éventuelles menaces de pressions sur Jérusalem - les assurances sont claires sur ces points - mais de faire comprendre à Benjamin Netanyahu qu'on attend plus et mieux de lui.

C'était d'ailleurs le sens de l'intervention d'Hillary Clinton, jeudi devant les membres d'un centre de recherches pour la paix au Moyen-Orient. « Notre administration n'a pas l'intention d'imposer un accord aux deux parties, a déclaré la secrétaire d'Etat, mais Israël ne peut pas reculer devant les choix difficiles qui doivent être faits pour parvenir à la paix avec les Palestiniens ». Même s'il ne s'agit pas « d'imposer un accord » aux deux parties, Washington, semble-t-il, pense sérieusement à présenter, peut-être dès cet automne, un « plan de paix pour le Proche-Orient » qui serait notamment fondé sur les avancées obtenues à Camp David en juillet 2000, puis à Taba, en janvier 2001.

Le président américain, selon le Washington Post, aurait pris cette décision après avoir recueilli l'avis de six anciens conseillers pour la sécurité des présidents démocrates et républicains, réunis par le général Jim Jones, actuel titulaire du poste. Au lieu de tenter d'obtenir des deux parties des concessions et d'offrir des propositions de rapprochement, comme projetait de le faire George Mitchell, les collaborateurs de Barack Obama envisageraient, sur les conseils de ces experts, de faire progresser les deux parties à partir des positions déjà acquises sur les questions des frontières, du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, du statut de Jérusalem et de la sécurité.

Ce plan, toujours selon les informations recueillies par David Ignatius du Washington Post, serait mis en œuvre en même temps que les mesures destinées à convaincre - voire contraindre - l'Iran de renoncer à ses ambitions nucléaires militaires. L'objectif étant de ne pas laisser le problème palestinien sans solution, pour le plus grand bénéfice de l'Iran et des extrémistes islamistes, prompts à se présenter en défenseurs des opprimés. Une partie des conseillers de Barack Obama estimerait que ce plan de paix doit se substituer purement et simplement au projet de « négociations indirectes ». D'autres jugeraient qu'il faut laisser une chance à la navette diplomatique de George Mitchell et mettre en œuvre ce plan en cas d'échec des négociations.

Echec tenu pour probable, étant donné l'intransigeance actuelle d'Israël.

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

2-5 Julien Salingue : Vers une « Troisième Intifada » ?

Il y a tout d'abord eu ce mini-scandale diplomatique consécutif à l'annonce par le Ministère israélien de l'Intérieur, en pleine visite du Vice-Président des Etats-Unis Joe Biden, de la construction de 1600 nouveaux logements dans les colonies de Jérusalem. Il y a eu ensuite cette journée du 16 mars où, à Jérusalem et dans plusieurs villes de Cisjordanie, des manifestants palestiniens, pour la plupart très jeunes, se sont affrontés aux forces israéliennes.

Et soudain, certains semblent découvrir que la rhétorique diplomatique en vogue (« reprise des pourparlers », « relance du processus de paix », « retour à la table des négociations ») est en décalage flagrant avec la réalité.

Le gouvernement Netanyahu n'avait-il pourtant pas promis qu'il ferait des concessions ?

La population palestinienne ne bénéficie-t-elle pas d'une amélioration de ses conditions de vie, propice à une « reprise du dialogue » ?

Quiconque observe de près la situation en Israël et dans les territoires palestiniens n'est guère surpris des récents événements. En effet il ne s'agit pas d'un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais bien du développement des deux logiques à l'œuvre dans la dernière période : un renforcement de l'emprise israélienne sur la Cisjordanie et sur Jérusalem ; une remontée significative de la mobilisation dans les territoires palestiniens.

Parlons, tout d'abord, de Jérusalem. 1600 nouveaux logements dans les colonies. Et alors ? Oublie-t-on que ce sont aujourd'hui environ 200 000 colons qui vivent à Jérusalem et dans sa périphérie ? Oublie-t-on les dizaines d'expulsions et de démolitions de maisons palestiniennes au cours de ces derniers mois ? Oublie-t-on que le « gel temporaire de la colonisation », annoncé par Netanyahu en novembre, ne concernait pas Jérusalem ? Les 1600 nouveaux logements ne sont pas un accident, ils s'inscrivent dans une logique revendiquée et assumée depuis 1967 : la judaïsation de Jérusalem et son isolement du reste des territoires palestiniens, pour contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur la ville.

Parlons, ensuite, de la Cisjordanie. Si l'afflux des aides internationales a permis à l'Autorité Palestinienne de Ramallah de payer les salaires des fonctionnaires et de relancer partiellement l'économie, il est très audacieux, comme le reconnaissent le FMI et la Banque Mondiale dans leurs rapports, de parler d'une reprise économique réelle. Si le PIB palestinien a globalement augmenté en 2009, il demeure inférieur de 35% à celui de 1999. En outre, cette augmentation globale dissimule mal des disparités flagrantes : le secteur du bâtiment a certes progressé de 24%, mais la production agricole est en chute de 17%...

Qui plus est les évolutions dans le domaine économique n'ont pas remis en cause le contrôle israélien sur la Cisjordanie : « L'appareil de contrôle est devenu de plus en plus sophistiqué et efficace quant à sa capacité à affecter tous les aspects de la vie des Palestiniens (...). L'appareil de contrôle comprend un système de permis, des obstacles physiques (...), des routes interdites, des interdictions d'entrée dans de vastes parties de la Cisjordanie, et de manière encore plus notable la Barrière de

Séparation. Il a transformé la Cisjordanie en un ensemble fragmenté d'enclaves économiques et sociales isolées les unes des autres ». C'est la Banque Mondiale qui le dit, dans un rapport de février 2010.

Enfin, depuis son annonce d'un « gel temporaire » de la construction de colonies, le gouvernement Netanyahu a autorisé la mise en chantier de 3600 logements, poursuivant une politique de colonisation systématique qui a vu, l'an passé, le nombre de colons installés en Cisjordanie augmenter de 4.9% tandis que l'ensemble de la population israélienne ne croissait que de 1.8%. Last but not least, le 3 mars dernier Netanyahu déclarait que même en cas d'accord avec les Palestiniens, il était exclu qu'Israël renonce à son contrôle sur la vallée du Jourdain...

Parlons de Gaza, enfin. Coupée du monde et soumise à un blocus renforcé depuis qu'elle a été déclarée « entité hostile » par l'Etat d'Israël en septembre 2007, la Bande de Gaza connaît une situation de catastrophe économique et sociale sans précédent. En l'espace de 2 ans, ce sont 95% des entreprises qui ont fermé et 98% des emplois du secteur privé qui ont été détruits. La liste des produits interdits à l'importation est un catalogue à la Prévert : livres, thé, café, allumettes, bougies, semoule, crayons, chaussures, matelas, draps, tasses, instruments de musique... L'interdiction d'importer du ciment et de nombreux produits chimiques empêche la reconstruction des infrastructures détruites lors des bombardements de 2008-2009, qu'il s'agisse des maisons ou des stations de traitement des eaux usées, avec les conséquences sanitaires que l'on imagine. Comment s'étonner, dès lors, que la colère monte chez les Palestiniens ? Les événements du 16 mars font suite à de nombreuses initiatives qui, bien que n'ayant guère eu d'écho médiatique, témoignaient d'une remobilisation de la population palestinienne. Entre autres : de multiples manifestations, dans les villages autour de Béthléem ou d'Hébron, contre les extensions des colonies et les confiscations de terres ; des défilés hebdomadaires, dans les villages de Ni'lin et Bi'lin, contre la construction du Mur et les expropriations ; 3000 manifestants à Jérusalem, le 6 mars, contre les projets de colonisation et les expulsions...

La répression contre cette remobilisation a fait un saut qualitatif au cours des derniers mois. Les manifestations ont été systématiquement dispersées à coup de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Le nombre d'arrestations et d'incursions israéliennes dans les villes, villages et camps de réfugiés, a augmenté de manière spectaculaire depuis le début de l'année 2010. Les autorités israéliennes ont récemment décrété que les villages de Bi'lin et Ni'lin, symboles de la lutte populaire et non-violente, auraient dorénavant le statut peu enviable de « zones militaires fermées » chaque vendredi (jour de manifestation), et ce pour une durée de 6 mois.

Sommes-nous au début d'une « 3ème Intifada » ? Il est probablement trop tôt pour répondre à cette question, mais il est néanmoins évident que nombre de conditions sont réunies pour qu'une fois de plus les Palestiniens protestent de manière visible et massive contre le sort qui leur est fait. Ils ne se contenteront pas de « négociations indirectes », faisant l'impasse sur l'essentiel (l'occupation de la Cisjordanie, le blocus de Gaza, Jérusalem, les colonies, le sort des réfugiés, les prisonniers) menées par un Mahmoud Abbas décrédibilisé et inaudible. Les événements de ces derniers jours l'indiquent clairement : nul ne peut prédire avec certitude dans quels délais, mais la population palestinienne, composée à plus de 50% de jeunes de moins de 15 ans, se fera de nouveau entendre.

Julien Salingue

<http://juliensalingue.over-blog.com/article-vers-une-troisieme-intifada-47161169.html>

NB : Une version courte de cet article a été publiée dans l'Humanité du samedi 20 mars.

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Vers-une-Troisieme-Intifada.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Vers-une-Troisieme-Intifada.html>

Analyse

Palestine, la lutte de libération nationale.

Une lutte anti-impérialiste de libération nationale

Les internationalistes doivent soutenir la lutte de libération nationale palestinienne parce que cette lutte est juste, elle répond aux intérêts des peuples du monde et aux intérêts du prolétariat international.

Il ne faut pas s'y tromper, le peuple Palestinien mène une lutte de libération nationale sous le leadership de la petite bourgeoisie divisée en deux camps, **le camp des collaborateurs** regroupés autour du Fatah et **le camp de la résistance** regroupé autour du Hamas et du Jihad islamique.

Cette lutte de libération nationale est aussi une lutte anti-impérialiste et donc un combat révolutionnaire.

Le camp de la résistance palestinienne fait face aux hordes sionistes, les représentants régionaux des impérialismes états-uniens et ouest-européen.

La résistance palestinienne confronte aussi directement l'Impérialisme états-uniens qui arme lourdement, finance généreusement, entraîne et renseigne systématiquement l'armée sioniste et soutien de multiples façons l'entité sioniste israélienne afin de maintenir à son service cette base militaire permanente. Cette base militaire sioniste-impérialiste vient de se doter de trois sous-marins nucléaires britanniques alors qu'elle possède déjà environ 200 ogives nucléaires suite au transfert de la technologie atomique par le gouvernement socialiste français dans les années soixante. Cette menace nucléaire israélienne est extrêmement préoccupante et dangereuse pour tous les peuples du monde, y compris pour le peuple israélien.

L'histoire a mandaté le petit peuple Palestinien, à peine six millions d'individus,^[1][1] pour faire face directement à cet immense consortium guerrier (sionisme israélien, impérialisme états-uniens et impérialisme ouest-européen).

Le prolétariat palestinien ne s'est pas imposé en tant que classe dirigeante dans la lutte de libération nationale palestinienne pour différentes raisons conjoncturelles et historiques. L'une de ces raisons étant qu'il n'existe pas d'organisation ouvrière révolutionnaire en Palestine occupée. Lorsqu'une organisation dite de gauche, mène une bataille ouverte et publique contre une quelconque taxe promulguée par le gouvernement légitime de la bande de Gaza encerclée et emmurée, on ne peut pas prétendre que cette organisation a vraiment compris sa mission historique et ce qui est en jeu dans cette gigantesque guerre de résistance qui oppose ce petit peuple courageux aux immenses forces liguées de la réaction mondiale et de l'impérialisme.

Une telle fronde publique contre l'administration gouvernementale légitime de Gaza fait le jeu de l'ennemi et révèle aux forces sionistes les contradictions qui secouent le camp de la résistance. Ces problèmes devraient être discutés au sein du **Front Uni anti-impérialiste**, loin des regards de l'ennemi de classe. Tout autre comportement est une trahison de la lutte anti-impérialiste. Il en est de même de la question religieuse. Seul l'ennemi de classe trouve intérêt à transformer une divergence secondaire en un conflit majeure visant à briser l'alliance de classes au sein du Front Uni indispensable à l'avancée de la lutte révolutionnaire, qui en Palestine occupée et colonisée passe par la lutte anti-impérialiste de libération nationale.

Par cette carence d'une organisation prolétarienne, la classe ouvrière palestinienne a temporairement abandonné le leadership du camp de la résistance aux mains de la petite bourgeoisie progressiste regroupée autour du Hamas et du Jihad islamique. Pour ce qui est du Fatah et des restes de l'OLP, leurs leaderships a depuis longtemps complètement renoncé à la lutte révolutionnaire et depuis 1989 (dernier congrès de l'OLP à Alger)^[2][2] ils ont également renoncé à la lutte anti-impérialiste de libération nationale.

En signant les **Accords d'Oslo** ils ont parachevé leur trahison de la cause palestinienne. Ces organisations sont dirigées par des collaborateurs avec l'occupant et le colonisateur sioniste. S'il reste dans ces organisations des membres et des sympathisants sincères de la lutte de libération nationale palestinienne, ils sont invités à quitter ces organisations.

La petite bourgeoisie nationaliste est une classe intermédiaire entre le prolétariat et la classe capitaliste monopoliste. La petite bourgeoisie professionnelle, commerçante et financière palestinienne est une classe vacillante qui tantôt appuie la lutte de libération nationale et tantôt cherche des compromis avec l'occupant sioniste et ses souteneurs impérialistes. À l'exemple des collaborateurs regroupés autour de Mahmoud Abbas et consort certains éléments vacillants au sein du Hamas aimeraient participer aux négociations à venir pour l'établissement d'un bantoustan palestinien sur les 12 % restant de la Palestine mandataire, occupée mais pas encore colonisée. Ces négociations auront lieu sous la présidence de Barak Obama aussitôt qu'il aura réglé ses différends avec le leadership ultra vindicatif que les sionistes ont placé au pouvoir à Tel-Aviv justement en prévision de ces négociations.

Les pressions de la diaspora sioniste autour du « J call – J Street » s'inscrivent dans ce mouvement visant à faire pression sur les dirigeants sionistes actuels afin qu'ils acceptent le compromis de la création d'un bantoustan palestinien sous protectorat israélien dans quelques villes emmurées de la Palestine historique et qu'ils renoncent à leur projet impraticable d'expulser toute la population arabe hors de Palestine. Ces pressions d'un courant sioniste sur un autre courant sioniste révèlent des contradictions dans le camp ennemi sur la façon de mener à bien l'œuvre d'occupation et de colonisation et ne doivent aucunement leurrer le **camp de la résistance**.

Le peuple Palestinien n'a rien à attendre des dieux de la peste.

Toute organisation palestinienne qui participera à ces futurs négociations de la dernière capitulation, négociation qui amèneront les collaborateurs palestiniens à **renoncer au droit de retour pour les réfugiés, à renoncer à 88 % de la terre palestinienne, à renoncer à la lutte anti-apartheid dans toute la Palestine occupée, à renoncer à la destruction de l'entité-État-sioniste, structure gouvernementale raciste et théocratique** érigée par l'impérialisme sur les terres spoliées de la Palestine mandataire afin d'en faire la base d'une colonie guerrière de peuplement; toute organisation disions-nous qui participera à ces négociations de la « dernière chance de capitulation » a déjà renoncé ou renoncera définitivement à la lutte de libération nationale palestinienne.

Quelles sont les tâches des internationalistes ?

Les internationalistes en Palestine, tous comme ceux dans le reste du monde, doivent soutenir de façon indéfectible la lutte de libération nationale palestinienne et son leadership anti-impérialiste. À défaut de diriger eux-mêmes le mouvement, ils doivent impérativement soutenir le courant progressiste anti-impérialiste au sein du Hamas et du Jihad islamique afin de le raffermir, de le consolider et ainsi l'arracher aux forces du compromis, de la négociation et de la capitulation. Seuls les collaborateurs avec l'occupant affichent leurs divergences, font

[1] Non compris la partie du peuple Palestinien vivant dans les camps de réfugiés dans différents pays du Proche-Orient, non plus que la population palestinienne disséminée à travers le monde.

[2] C'est à son dernier congrès, en 1989 à Alger, que l'OLP a reconnu l'entité sioniste comme État légitime, a accepté les conséquences de la Naqba, a renoncé à libérer la totalité de la Palestine mandataire et s'est résigné à tenter d'édifier un État palestinien sous protectorat israélien en Cisjordanie occupée et à Gaza. Nous savons aujourd'hui que même cette promesse sioniste d'un État palestinien sur le restant des 18 % des terres palestiniennes pas encore colonisées n'était qu'une fumisterie.

étalage de leurs contradictions et développent tout sujet de discorde en contradiction antagoniste, cherchant par là à démanteler le Front Uni. L'impératif de l'union dans un large Front Uni anti-impérialiste prime sur tout. Les organisations de la résistance palestinienne ne sont pas opposées à toute négociation.

Le camp de la résistance s'oppose à une négociation dont l'agenda est totalement déterminé par les sionistes et les puissances impérialistes. Des négociations ne devraient survenir qu'au moment où le rapport de force sur le terrain sera favorable au camp de la résistance. En ce moment la force du peuple Palestinien réside dans sa résilience, sa tenace résistance et sa démographie. Laissons le temps agir en faveur du peuplement palestinien. Les forces de la réaction sioniste ont parfaitement compris cette dynamique démographique et elles s'activent fébrilement pour emmurer toute la population palestinienne, y compris les palestiniens de 48 qui seront forcés de migrer dans les quelques villes du bantoustan avant qu'ils ne soient trop tard pour les sionistes.

Par ailleurs, les organisations internationalistes ne doivent jamais se dissoudre et se fondre à l'intérieur des organisations anti-impérialistes de la petite bourgeoisie et elles doivent à l'exemple du Parti communiste libanais conserver leur entière autonomie organisationnelle à l'intérieur du Front Uni anti-impérialiste.

Si les internationalistes mènent correctement la stratégie d'un large Front Uni anti-impérialiste, un jour, au plus fort de la tempête anti-impérialiste, ils seront les seuls à demeurer en poste et à offrir un leadership révolutionnaire aux masses du peuple et au prolétariat en Palestine comme ailleurs dans le monde, alors viendra le temps de prendre la rose et de danser.

Soutenons le camp de la résistance palestinienne.

SAMIDOUN

Robertbibeau@hotmail.com

SAMIDOUN - 1^{er} mai 2010

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19